



"Successions internationales : un mode d'emploi. Quelques mois après l'entrée en application du règlement successoral européen"

Van Boxstael, Jean-Louis

Abstract

L'article est une contribution aux actes de la journée d'études organisée le 26 novembre 2015 par l'Association des licenciés en notariat sur le thème "La liquidation d'une succession". Il propose à destination des praticiens du monde notarial une marche à suivre leur permettant de rencontrer les grandes questions que suscite la présence d'un élément d'extranéité dans le règlement (et la préparation !) d'une succession internationale. Il représente aussi une contribution à l'approfondissement théorique de ces questions.

Document type : *Contribution à ouvrage collectif (Book Chapter)*

Référence bibliographique

Van Boxstael, Jean-Louis. *Successions internationales : un mode d'emploi. Quelques mois après l'entrée en application du règlement successoral européen*. In: *La liquidation d'une succession : la réponse à toutes vos questions*, Larcier : Bruxelles 2015, p. 369-437

SUCCESSIONS INTERNATIONALES : UN MODE D'EMPLOI

*Quelques mois après l'entrée en application du règlement
successoral européen*

Jean-Louis VAN BOXSTAEL

Chargé de cours à l'UCL

Notaire associé¹

Confronté à une succession internationale, le notaire aura cinq « réflexes » qui le conduiront à la délivrance d'un « certificat successoral » (*infra*, I à V). Prévenir, cependant, vaut mieux que guérir, et le règlement successoral européen lui donne l'occasion, aussi, d'anticiper l'avenir en invitant le (futur) défunt à prendre de son vivant les dispositions qui s'imposent (*infra*, VI)².

¹ L'auteur exprime ses remerciements aux responsables de l'Association des licenciés en notariat pour la confiance qu'ils lui ont témoignée à l'occasion de leur congrès annuel.

² La présente contribution propose, à l'invitation des organisateurs de la journée d'études dans laquelle elle s'insère, un simple schéma, que le notaire chargé d'une succession internationale pourrait suivre avec fruit. L'auteur invite les lecteurs soucieux d'étendre leurs connaissances et d'approfondir leurs réflexions aux études plus approfondies de L. BARNICH, « Présentation du règlement successoral européen », in *Actualités en droit international privé* (A. NUYTS éd.), Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 7 et s. ; A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 938 ; H. ROSOUX, « Successions internationales : perspectives d'avenir », *Chron. not.*, vol. 55, 2012, pp. 349 et s. ; du même auteur, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », *R.P.P.*, 2014, pp. 157 et s. ; H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », in *Le testament – De sa rédaction à son interprétation*, coll. A.L.N., Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 57 et s. ; N. GEELHAND DE MERXEM, « Le nouveau droit international privé en matière de successions : déjà utile ? », *Rev. not. b.*, 2013, pp. 463 et s. ; E. GOOSSENS et A.-L. VERBEKE, « De Europese Erfrechtverordening », in *Themis Internationaal privaatrecht* (G. VAN CALSTER éd.), Bruges, Die Keure, 2012, pp. 105 et s. ; des mêmes auteurs, « De Erfrechtverordenig » ; « De aanvaarding en tenuitvoerlegging van authentieke akten en gerechtelijke schikkingen krachtens de Erfrechtverordening » ; « De procedurale aspecten van de Europese erfrechtverklaring », in B. ALLERMEERSCH et T. KRUGER, *Handboek Europees burgerlijk procesrecht*, Anvers-Cambridge, Intersentia, 2015, pp. 117 et s., 195 et s., et 275 et s. ; V. ROSENAU, « Le règlement successoral européen : la réserve et les pactes successoraux », in *Les après-midis du Cefap* (J. SOSSON éd.), Bruxelles, Larcier, 2015, pp. 7 et s. ; P. WAUTELET, « Le Règlement successions en

I. Distinguer entre l'aspect civil et l'aspect fiscal de la succession

Toute succession présente deux aspects : un aspect civil et un aspect fiscal. Il n'en va pas autrement en matière de succession internationale.

Quoiqu'étranger, en principe, au traitement fiscal de la succession, le règlement successoral européen n'en exerce pas moins sur lui une influence : c'est à sa lumière que se fixe la dévolution de la succession et que se déterminent, partant, les parts successorales respectives des héritiers et légataires, sur lesquelles ceux-ci auront à acquitter l'impôt successoral.

La loi désignée par le règlement fixe aussi les règles relatives à l'exercice par les héritiers et légataires de l'option successorale qui fera d'eux, ou non, les débiteurs de ces droits.

Les successions présentent – dans les pays du moins qui, comme la Belgique, prélèvent des droits (fiscaux) de succession – deux aspects bien distincts, quoiqu'intimement liés l'un à l'autre : c'est l'aspect civil et l'aspect fiscal.

L'aspect fiscal de la succession est le plus visible, en raison notamment de l'urgence qu'appelle son traitement. Une règle fédérale veut en effet, en Belgique, que la déclaration (de succession ou de mutation par décès, selon le cas) soit déposée dans les quatre mois du décès, si du moins celui-ci n'est pas survenu

Belgique : *quid novi sub sole ?* », *Notamus*, 1/2015, pp. 35 et s. ; L. WEYTS, « De Europese verordening op internationale nalatenschappen : denk er nu reeds aan bij het opmaken van een testament », *T. not.*, 2013, pp. 200 et s., outre notre propre contribution, « Le règlement successoral européen », *Rev. not. b.*, 2012, pp. 838 et s., ainsi que les actes de l'après-midi d'études organisée le 9 juin 2015 par le Conseil francophone de la FRNB, *Certificat successoral européen. Quels changements pour les notaires ?*, disponibles sur l'*e-notariat*. Le règlement lui-même (Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen) a été publié au *Journal officiel*, n° L 201 du 27 juillet 2012, rect., n° L 344 du 14 décembre 2012, rect., n° L 30 du 2 mars 2013. La Commission européenne a pris un règlement d'exécution le 9 décembre 2014. Il fixe le modèle (obligatoire) du certificat successoral européen ainsi que celui (facultatif) de la demande tendant à la délivrance de celui-ci (Règlement d'exécution (UE) n° 1329/2014 du 9 décembre 2014 établissant les formulaires mentionnés dans le règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, *Journal officiel*, n° L 359 du 16 décembre 2014). Le Danemark, le Royaume-Uni, et l'Irlande ne participent pas au règlement successoral européen (cons. 82 et 83). Quoique membres de l'Union européenne, ils doivent être considérés comme des « États tiers » au sens du règlement (A. BONOMI, « Introduction », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., pp. 28-29).

hors de la Belgique³. Il est certes possible d'obtenir de l'Administration un délai pour le dépôt de la déclaration, mais si elle doit être déposée auprès de l'administration fiscale flamande, ce délai, même octroyé, restera sans influence sur l'imposition d'amendes pour retard⁴. Il faut donc se dépêcher, et cette urgence ajoute à l'importance de l'aspect fiscal de la succession : les héritiers et légataires sont généralement fort inquiets de savoir s'ils disposeront, à bref délai, des liquidés suffisantes pour acquitter les droits de succession (ou de mutation par décès), et si la hauteur de ceux-ci ne les contraindra pas à mobiliser ou liquider dans l'urgence, au moins en partie, les avoirs qui leur échoiront. Rappelons brièvement, sur le plan fiscal, que le décès d'un « habitant du Royaume » donne lieu au dépôt – dans les quatre mois donc, en principe, de sa survénance – d'une « déclaration de succession » portant sur le patrimoine mondial du défunt, qui entraînera elle-même, dans un délai de deux mois, l'obligation de payer des « droits de succession » sur la totalité de ce patrimoine. Quant au décès d'un « non-habitant du Royaume », il donne lieu – dans le même délai – au dépôt d'une déclaration de mutation par décès qui ne reprend que les avoirs immobiliers que le défunt laisse en Belgique, et qui entraînera elle-même, toujours dans le même délai, l'obligation de payer des « droits de mutation par décès » sur ces avoirs⁵⁻⁶.

De deux choses l'une donc, en matière fiscale : ou bien le défunt était un « habitant du Royaume » – c'est-à-dire qu'il y avait « établi son domicile ou le siège de sa fortune », au sens de l'article 1^{er}, alinéa 2, du Code des droits de succession⁷ –, et en ce cas il y a lieu au paiement de droits de succession sur la totalité

³ Art. 40, al. 1^{er}, C. succ. (B. et W.), et art. 3.3.1.0.5, § 2, al. 1^{er}, V.C.F., qui précisent que le délai de dépôt de la déclaration est porté à cinq mois si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe (en Flandre : de l'Espace économique européen), et à six mois s'il est survenu hors d'Europe (en Flandre : hors de l'Espace économique européen). Les droits doivent, dans tous les cas, être payés dans les deux mois du dépôt de la déclaration (art. 77, al. 1^{er}, C. succ. (B. et W.)) ou de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle (art. 3.4.2.0.1, al. 1^{er}, V.C.F., étant précisé que le délai d'enrôlement est, en Flandre, de cinq ans suivant le moment de prise de cours du délai de déclaration : art. 3.3.3.0.1, § 4/1, V.C.F.).

⁴ Art. 41, al. 1^{er}, C. succ. (B. et W.), et art. 3.3.1.0.7, al. 1^{er}, et 3.18.0.0.6, § 2, V.C.F.

⁵ Art. 1^{er}, al. 1^{er}, 15 et 18, C. succ. (B. et W.), et art. 2.7.3.1.1, 2.7.3.2.1 et 2.7.3.2.2, ainsi que 1.1.0.0.2, 16^o, V.C.F.

⁶ À défaut de dépôt d'une déclaration dans les délais, ces droits peuvent, sauf à obtenir la restitution de ce qui aurait été trop perçus, être arbitrés d'office par l'Administration (art. 47, C. succ. (B. et W.), et art. 2.7.7.0.1, V.C.F.).

⁷ Art. 1.1.0.0.2, 18^o, V.C.F. Voy., pour un commentaire de ces notions, voy. M. DONNAY (mise à jour par A. CULOT, *et al.*), « Droits de succession et de mutation par décès. Taxe compensatoire des droits de succession », *Rép. not.*, t. XV, l. 2¹, pp. 233 et s., n^{os} 17 et s. ; F. DERÈME, « Détermination des résidences fiscales en matière d'imposition des revenus, de la fortune, des successions et des donations entre la France et la Belgique », *Rec. gén.*, 2007, n^o 25.719, pp. 1 et s. ; D. GARABEDIAN, « L'impôt successoral belge et l'extranéité », in *Relations familiales internationales* (M. VERWILGHEN et R. DE VALKENEER dir.), Bruxelles, Bruylant, 1993, pp. 383 et s.

de son patrimoine, ou bien il ne l'était pas, et en ce cas il n'y a lieu au paiement de droits de mutation par décès que s'il possédait des avoirs immobiliers en Belgique, et sur ces avoirs seulement⁸. La détermination du bureau auprès duquel la déclaration doit être déposée fait l'objet de règles précises, fixées par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions⁹. Lorsque le défunt était un « habitant du Royaume », la déclaration (de succession) doit être déposée au bureau régional dans le ressort duquel le défunt a eu son domicile fiscal le plus longtemps pendant la période de cinq ans précédant son décès ; lorsqu'il ne l'était pas, la déclaration (de mutation par décès) doit l'être au bureau régional dans le ressort duquel se trouvent les immeubles qu'il possède en Belgique, qui présentent le revenu cadastral fédéral le plus élevé¹⁰.

L'État belge ne se préoccupe pas, au niveau fiscal – pas plus que les autres États du monde – de ce que font les autres. Elle n'a conclu de convention préventive de double imposition qu'avec deux autres pays – la Suède et la France¹¹ – et ces conventions, lorsque le défunt était un « habitant du Royaume », ne l'empêchent nullement d'imposer la totalité de son patrimoine mondial. Elles la conduisent seulement à imputer sur l'imposition qui lui est due les droits qui auraient été perçus à l'étranger, sans discrimination entre les meubles et les immeubles¹². Il n'y a qu'une seule règle, en-dehors du cadre d'une convention,

⁸ Voy. les dispositions citées à la note 5.

⁹ M.B., 17 janvier 1989. Le texte de la loi spéciale de financement a été modifié par une loi spéciale du 13 juillet 2001 « portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions » (M.B., 3 août 2001). Ce sont les modifications introduites par celle-ci qui sont importantes pour notre propos.

¹⁰ Art. 5, § 1^{er}, 4^o, de la loi spéciale de financement ; art. 38, 1^o et 2^o, C. succ. (B. et W.), et art. 3.3.1.0.5, § 1^{er}, al. 1^{er}, V.C.F. Voy., pour une présentation synthétique, F. MAGNUS et E.-J. NAVEZ, « La fiscalité des donations et des successions en droit belge », in *La fiscalité des successions et des donations internationales – Théorie générale et applications en droit comparé* (E.-J. NAVEZ dir.), Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 239 et s., spéc. pp. 268 et, sur la régionalisation, 270 et s.

¹¹ Convention belgo-suédoise du 18 janvier 1956 tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions, appr., loi du 28 février 1958, M.B., 5 avril 1958, et convention franco-belge du 20 janvier 1959 tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement, appr., loi du 20 avril 1961, M.B., 10 juin 1960. Voy. not., sur la convention franco-belge, M. DONNAY (mise à jour par A. CULOT, *et al.*), « Droits de succession et de mutation par décès. Taxe compensatoire des droits de succession », *op. cit.*, pp. 1577 et s., n^{os} 1561 et s., ainsi que F. DERÈME, « La convention franco-belge du 20 janvier 1959 tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droit d'enregistrement », in *Ingénierie patrimoniale – Questions particulières dans un contexte franco-belge* (F. DERÈME dir.), Bruxelles, Larcier, 2009, pp. 194 et s.

¹² Voy. l'article 2, § 2, de la convention belgo-suédoise, et l'article 10, *litt. b*, de la convention franco-belge.

par laquelle l'État belge se préoccupe de la fiscalité étrangère : c'est celle de l'article 17, d'après lequel « [l]orsque l'actif d'un habitant du Royaume comprend des immeubles situés à l'étranger qui donnent lieu à la perception, au pays de leur situation, d'un impôt successoral, le droit de succession exigible en Belgique est, dans la mesure où il frappe ces biens, réduit à concurrence de l'impôt prélevé par le pays de la situation, converti en euro à la date du paiement de cet impôt »¹³. Cette règle, outre qu'elle se limite à la fiscalité immobilière, n'est que partiellement préventive de la double imposition, dans la mesure où elle se limite, simplement, à imputer sur l'impôt dû à l'État belge celui prélevé par l'État étranger de situation du bien. Pareille imputation requiert, pour emporter un avantage fiscal effectif, qu'une taxe ait été effectivement levée à l'étranger. Elle ne permet en outre l'imputation de celle-ci sur la taxation due à l'État belge que dans la mesure où elle frappe l'immeuble sis à l'étranger. Elle ne brise enfin nullement la progressivité du taux de la taxation due à l'État belge sur le patrimoine mondial du défunt¹⁴.

Le manque de coordination internationale des politiques fiscales n'est pas propre à la Belgique. C'est un phénomène assez connu, y compris au sein de l'Union européenne, et qui n'est corrigé qu'à la marge par la Cour de justice de l'Union européenne, lorsque l'exercice par les États de leur autonomie fiscale conduit à une discrimination entre les résidents et les non-résidents dans l'exercice d'une des quatre grandes libertés du traité : celle de circulation des capitaux¹⁵. Les cas de double imposition ou d'absence d'imposition sont fréquents, dès l'instant qu'une succession présente un caractère international, puisque chaque État définit pour lui-même, unilatéralement, ses propres critères d'imposition sans encourir aucune censure lorsqu'il ne réserve aucun traitement différencié à ses nationaux et aux ressortissants d'un autre État membre de l'Union, pas plus qu'à ses résidents et aux résidents d'un autre État membre de l'Union. Le règlement successoral européen ne change rien à cela puisque, comme il le précise en son article 1^{er}, § 1^{er}, il laisse la matière fiscale hors de son champ d'application¹⁶. Le premier réflexe que doit avoir le notaire belge, lorsque des

¹³ Al. 1^{er} (B. et W.) ; art. 2.7.5.0.4, al. 1^{er}, V.C.F.

¹⁴ Un commentaire approfondi de l'article 17 figure dans M. DONNAY (mise à jour par A. CULOT, *et al.*, « Droits de succession et de mutation par décès. Taxe compensatoire des droits de succession », *op. cit.*, pp. 725 et s., n^{os} 583 et s.

¹⁵ Voy. not. E. TRAVERSA et E.-J. NAVEZ, « Droit fiscal et pratique notariale : l'influence du droit communautaire », in *Droit fiscal et pratique notariale – Évolutions récentes et questions d'actualité*, Bruxelles, Larcier, 2009, pp. 19 et s. ; E.-J. NAVEZ, « L'encadrement par le droit européen de la fiscalité des successions et des donations », in *La fiscalité des successions et des donations internationales – Théorie générale et applications en droit comparé* (E.-J. NAVEZ dir.), *op. cit.*, pp. 195 et s.

¹⁶ « Le présent règlement s'applique en matière civile et commerciale (...). Il ne s'applique notamment ni aux matières fiscales, douanières ou administratives, ni à la responsabilité de l'État pour des

avoirs successoraux se trouvent à l'étranger, est si le défunt était un « habitant du Royaume », de les reprendre dans la déclaration de succession, quitte à réserver l'application de la règle d'imputation figurant dans les conventions franco-belge et belgo-suédoise ainsi qu'à l'article 17 du Code des droits de succession. Mais il doit être aussi d'inviter ses clients à se renseigner auprès des autorités étrangères sur la fiscalité locale et les démarches qu'il y a lieu d'accomplir dans l'État (ou les États) étranger(s) de situation des biens successoraux, sur le territoire duquel les bénéficiaires de la succession sont domiciliés ou dont ils possèdent la nationalité¹⁷.

Quoiqu'étranger, en principe, à la matière fiscale, le règlement successoral européen n'est pas sans incidence sur le traitement fiscal des successions. Le dépôt d'une déclaration de succession (ou de mutation par décès) implique en effet l'identification préalable des héritiers et des légataires et de leurs parts successorales respectives, c'est-à-dire l'établissement de la dévolution de la succession¹⁸. Or ces questions doivent être résolues à la lumière de la loi successorale, et celle-ci est fixée par le règlement. C'est à la lumière des dispositions du règlement, et par application de celles-ci, que se fixe la dévolution de la succession. Une dévolution erronée, établie par exemple à la lumière des dispositions du droit belge alors que celui-ci n'était pas applicable, donnera lieu à l'établissement d'une déclaration rectificative, afin d'assurer la juste perception de l'impôt et la mise à jour correcte de la documentation administrative. L'application d'une loi étrangère, avec les règles de dévolution différentes du droit belge que celle-ci peut comporter, influencera par ailleurs le traitement fiscal de la succession, dans le sens que fixant des parts successorales différentes, elle pourra aboutir, selon le cas, à faire varier l'imposition au-devant de laquelle vont les héritiers au regard de celle à laquelle auraient porté les règles du droit belge.

actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique (*acta jure imperii*) ».

¹⁷ Il s'agit là, en effet, des critères qui sont généralement utilisés par les États pour exercer leur pouvoir fiscal.

¹⁸ Art. 42, III et IV, C. succ. (B. et W.) ; art. 3.3.1.0.8, § 1^{er}, 3^o à 6^o, V.C.F.

Christophe, de nationalité française, est établi en Belgique : il est un « habitant du Royaume », au sens de l'article 1^{er}, alinéa 2, du Code des droits de succession. Il vient de décéder, en laissant une épouse, Priscilla, et deux enfants. D'après la loi belge, normalement applicable à sa succession (art. 21, § 1^{er}, du règlement successoral européen), son épouse hérite de l'usufruit de ses biens, et ses deux enfants, d'une moitié en nue-propriété chacun. Mais supposons que Christophe ait, par une disposition de dernières volontés, choisi la loi française pour régir sa succession. C'est une possibilité que lui laisse l'article 22, § 1^{er}, du règlement successoral européen (et qu'il pouvait, dans le passé, exercer en vertu de l'article 79 du Code de droit international privé). D'après la loi française, le conjoint survivant peut, en présence d'enfants issus de son union avec le défunt, choisir entre l'usufruit successoral et une part en propriété, égale à celle recueillie par ses enfants (art. 757, C. civ. français). Étant donné que la valeur de l'usufruit varie en fonction de l'âge du défunt, et que les abattements fiscaux diffèrent entre le conjoint survivant et les enfants, le choix qu'effectuera Priscilla, conformément à la loi française, influencera le traitement fiscal de sa succession.

L'influence du règlement successoral européen sur le règlement fiscal des successions s'étend à l'exercice de l'option successorale – matière qu'il comprend dans son champ d'application¹⁹. La manière dont les successibles exerceront l'option successorale qui leur est laissée influencera comme l'on sait la perception fiscale. Pour le surplus, le règlement n'intéresse, sous ces réserves, que l'aspect civil de la succession. Il ne s'agit pas seulement d'établir la dévolution de la succession, c'est-à-dire d'identifier les héritiers et légataires, de déterminer leur part héréditaire et de fixer l'étendue de leur option successorale et la manière de l'exercer. Mais il s'agit aussi de déterminer dans quelle mesure ils sont investis de la saisine des effets successoraux ou s'ils doivent en être envoyés en possession, d'établir les comptes de liquidation, par le biais notamment des opérations de rapport et de réduction, et en définitive de procéder au partage qui remplira chacun des droits qui lui reviennent²⁰. La première étape du règlement civil de la succession est la

¹⁹ Voy. not. ses articles 23, § 2, litt. e, 13 et 28.

²⁰ D'après l'article 23, § 2, du règlement, la loi applicable à la succession régit « notamment : a) les causes, le moment et le lieu d'ouverture de la succession ; b) la vocation successorale des bénéficiaires, la détermination de leurs parts respectives et des charges qui peuvent leur être imposées par le défunt, ainsi que la détermination d'autres droits sur la succession, y compris les droits du conjoint ou du partenaire survivant ; c) la capacité de succéder ; d) l'exhérédation et l'indignité successorale ; e) le transfert des biens, des droits et des obligations composant la succession aux héritiers, et, selon le cas, aux légataires, y compris les conditions et les effets de l'acceptation de la succession ou du legs ou de la renonciation à ceux-ci ; f) les pouvoirs des héritiers, des exécuteurs testamentaires et autres administrateurs de la succession, notamment en ce qui concerne la vente des biens et le paiement des créanciers (...) ; g) la responsabilité à l'égard des dettes de la succession ; h) la quotité disponible, les réserves héréditaires et les autres restrictions à la liberté de disposer à cause de mort ainsi que les droits que les personnes proches du défunt peuvent faire valoir à l'égard de la succession ou des héritiers ; i) le rapport et la réduction des libéralités lors du calcul des parts des différents bénéficiaires ; j) le partage successoral ».

fixation de la dévolution, c'est-à-dire la délivrance par l'officier public d'un « certificat successoral ». C'est vers cette étape que l'on voudrait à présent conduire le lecteur.

II. Vérifier sa compétence pour « connaître » d'une succession et en assurer le règlement civil

La « compétence internationale » du notaire intervenant dans un cadre amiable est illimitée. Il peut « connaître » de toute succession, ou que soient situés les biens qu'elle concerne, à moins que la situation qu'il lui est demandé de connaître ne présente avec la Belgique aucun lien significatif.

Lorsqu'il intervient dans un cadre judiciaire cependant, le notaire n'est compétent que dans la mesure où le juge belge est lui-même compétent.

Il en est de même lorsqu'il est demandé au notaire de délivrer un certificat successoral européen : cette délivrance, qui fait du notaire une autorité administrative, implique qu'il vérifie au préalable sa compétence internationale.

Le notaire est, aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi de Ventôse, « [un] fonctionnaire[...] établi[...] pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique ». Il est un magistrat volontaire ou, selon des termes maintes fois répétés, et dont le notariat français a fait l'un des *leitmotiv* de son site internet, un « magistrat de l'amiable », l'« acteur d'une justice sans procès ». Aussi son office n'est-il pas enfermé par des règles de compétence territoriale, pas même dans les relations internationales. Son intervention repose sur la libre élection, c'est-à-dire le libre choix des parties qui s'adressent à lui. Sa compétence internationale n'est pas limitée. Certes, il n'est appelé à « instrumenter », c'est-à-dire à poser les actes officiels de son ministère, que dans les limites de son arrondissement judiciaire. Mais pourvu qu'il agisse dans les limites de ce ressort territorial, sa compétence internationale est sans frontières. Il peut donc, aussi longtemps que sa liquidation est amiable, et que les ayants droit s'entendent sur ce point, connaître de toute succession internationale, en quelque pays qu'elle se soit ouverte, où que résident les héritiers et légataires, quelle que soit leur nationalité (ou celle du défunt) et, *last but not least*, en quelque pays que soient situés les biens que la succession concerne : « quand je suis dans mon bureau, le monde entier m'appartient »²¹.

²¹ « Les parties [qui] souhaitent établir un contrat, à l'amiable, par voie extrajudiciaires (...) peuvent (...) s'adresser à un notaire de leur choix, dans l'État de leur choix » (V. DE BACKER, « Centre de

Il ne serait pas raisonnable, toutefois, que le notaire accepte, au prétexte de cette compétence internationale illimitée, de connaître d'une succession qui ne présente avec la Belgique aucun lien significatif. Il y aurait là tout à la fois une difficulté de fait (car le notaire n'a pas la maîtrise qui convient d'une situation dont il est trop éloigné) et une difficulté de droit (car, outre que ce défaut de maîtrise s'étend à l'environnement juridique dans lequel cette situation se développe, il n'est pas certain que l'acte du notaire belge sera reçu à l'étranger avec la même force, probante et exécutoire, que celle dont il profite en droit belge). Ces inconvénients sont si importants qu'ils peuvent devenir obstacles : F. Bouckaert voit dans l'éloignement géographique de la situation un motif légitime, pour le notaire, de refuser de prêter son ministère. Étant un magistrat volontaire, il doit pouvoir opposer aux parties le motif que l'article 6, § 2, du Code de droit international privé permet au juge d'invoquer lorsque sa compétence internationale repose sur une élection de for : « (...) [il] peut (...) décliner sa compétence lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances que le litige [comprenez : l'affaire qu'il convient de régler] ne présente aucun lien significatif avec la Belgique »^{22 23}.

Le règlement successoral européen ne change que peu de choses à ces principes. Le texte qui en a été définitivement adopté s'éloigne en effet de la proposition initiale de la Commission, qui contenait en germe l'assimilation du notariat, en tant qu' « autorité compétente pour régler les successions » aux « juridictions », et le soumettait comme tel aux règles de compétence internationale²⁴. En application du principe de subsidiarité, le texte définitivement adopté laisse à chaque État membre le soin de procéder ou non à cette inclusion : il dépend donc de la « notification » que chaque État doit faire à la Commission, en exécution de l'article 3, § 2, alinéa 2, du règlement, de savoir si les notaires (ainsi que, de manière générale, les « autres autorités et professionnels du droit compétents en matière de successions ») sont ou non des « juridictions » soumises aux règles de compétence²⁵. La définition des « juridictions » que propose le règlement est cependant si étroite qu'elle exclut à notre sens qu'une telle assimilation soit

consultation. N° 273. Crédit hypothécaire – Affectation hypothécaire – Crédit octroyé par une banque française – Immeuble en Belgique », *Notamus*, 1/2015, p. 17, citant not. G. VAN HECKE, *Internationaal privaatrecht*, Gand, Story-Scientia, 1989, p. 18).

²² F. BOUCKAERT, *Notarieel internationaal privaatrecht*, Bruxelles, Kluwer, 2009, n° 2.5, p. 33.

²³ La compétence internationale du notaire n'est illimitée que dans un cadre amiable. Lorsqu'il intervient comme auxiliaire de justice, sa compétence dépend de celle du juge qui l'a commis. Voy. not., sur cette question, M. VERWILGHEN, « Le partage des biens situés à l'étranger », in *Les incidents du partage judiciaire – Problèmes concrets – Solutions pratiques* (J.-Fr. TAYMANS et J. VAN COMPERNOLLE éd.), Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 167 et s., dont, sous réserve de l'article 1218, § 4, C. jud., les considérations n'ont rien perdu de leur actualité.

²⁴ E. GOOSSENS et A.-L. VERBEKE, « De erfrechtverordening », *op. cit.*, pp. 119-120.

²⁵ Voy. le texte du considérant 21, deuxième phrase : « [l]a question de savoir si les notaires d'un État membre donné sont ou non liés par les règles de compétence prévues dans le présent règlement

possible en Belgique : le notaire, à moins qu'il n'intervienne dans le cadre de la procédure de liquidation-partage judiciaire, y demeure pour l'essentiel une autorité amiable, dont l'intervention, non encadrée par les règles d'une procédure, ne conduit pas à une décision revêtue de l'autorité de la chose jugée, susceptible comme telle d'un recours en justice²⁶. Il est donc possible que plusieurs « procédures notariales » soient parallèlement engagées à l'endroit d'une même succession, devant les notaires de différents États membres, sans que le règlement pourvoie à la manière de « litispendance » internationale qu'entraînent des situations de ce genre²⁷.

Le règlement s'abstient donc – par respect, à nouveau, pour le principe de subsidiarité – d'organiser minimalement, à l'échelle de l'Europe, la distribution des compétences notariales. Il le fait cependant, lorsque le notaire est appelé à délivrer un certificat successoral européen. Sa délivrance correspond, comme on le verra²⁸, à un acte d'administration qui érige le notaire en une autorité administrative ou même quasi-juridictionnelle, appelée à suivre une procédure et à prendre des décisions susceptibles de recours en justice. Aussi les notaires appelés à délivrer ce certificat sont-ils soumis aux règles de compétence qui s'imposent aux juridictions : seuls les notaires qui ressortent de l'État dont les juridictions sont compétentes, au fond, pour connaître de la succession sont habilités à le délivrer²⁹. Il y a là, en germe, les bases de l'organisation d'un notariat d'Europe, ou, plus précisément, d'une organisation européenne du service notarial.

La transposition au notaire des règles de compétence qui s'imposent au juge n'est guère problématique. Elle oblige cependant à un exercice particulier de transmutation ou de translittération, imposant çà et là quelques adaptations de langage

devrait dépendre de la question de savoir s'ils relèvent ou non de la définition du terme « juridiction » aux fins du présent règlement ».

²⁶ Voy. le texte de l'article 3, § 2 : « [a]ux fins du présent règlement, le terme « juridiction » désigne toute autorité judiciaire, ainsi que toute autre autorité et tout professionnel du droit compétents en matière de successions qui exercent des fonctions juridictionnelles ou agissent en vertu d'une délégation de pouvoirs d'une autorité judiciaire ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire, pour autant que ces autorités et professionnels du droit offrent des garanties en ce qui concerne leur impartialité et le droit de toutes les parties à être entendues, et que les décisions qu'ils rendent en vertu du droit de l'État membre dans lequel ils exercent leurs fonctions : a) puissent faire l'objet d'un recours devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité, et b) aient une force et un effet équivalents à une décision rendue par une autre autorité judiciaire dans la même matière ». Tel ne nous semble pas être le cas des notaires, lorsqu'ils sont consultés dans un cadre amiable.

²⁷ Voy. singulièrement les considérants 29 et 36 du règlement.

²⁸ *Infra*, V.

²⁹ Voy. les termes de l'article 64, première phrase : « [l]e certificat est délivré dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes en vertu de l'article 4, 7, 10 ou 11 » (ces dernières dispositions contiennent les règles de compétence internationale du juge).

puisque, sauf lorsqu'il intervient comme auxiliaire de justice, le notaire n'est pas à proprement parler saisi d'un « litige ».

Le notaire compétent est « en général » celui de l'État de la dernière résidence habituelle du défunt (art. 4). Il sera en principe appelé à appliquer sa propre loi, puisque la loi applicable à la succession est, précisément, et sauf hypothèses exceptionnelles (*infra*), celle de l'État de la dernière résidence habituelle du défunt : le règlement est fondé sur le principe de l'unité de la compétence judiciaire et de la loi applicable³⁰.

Le notaire belge délivrera un certificat successoral chaque fois que le défunt, quelle que soit sa nationalité, avait sa dernière résidence habituelle en Belgique. Il déclinerait par contre sa compétence – et il le fera d'office, en application de l'article 15 du règlement – s'il est appelé à délivrer un certificat successoral à l'égard d'un défunt, même de nationalité belge, qui résidait habituellement en France. Ses héritiers (même résidant en Belgique) devront, pour obtenir pareil certificat, s'adresser à un notaire français.

Deux cas se présentent cependant, qui, par exception, pourront permettre à un notaire autre que celui de l'État de la résidence habituelle du défunt de délivrer un certificat successoral européen. Ces cas correspondent à des chefs de compétence conditionnels, imposant la réunion de conditions déterminées.

En premier lieu, un notaire pourra délivrer un certificat successoral européen s'il est celui de l'État de la nationalité du défunt, et que celui-ci avait, par une disposition de dernière volonté, choisi sa loi nationale comme loi applicable à sa succession (art. 22, §§ 1^{er} et 2). Encore faut-il pour cela que tous ses héritiers ou légataires s'accordent, par un accord exprès (art. 5 et 6, *litt. b*) ou en comparaisant volontairement devant lui (art. 8 et 9), sur sa désignation (ou celle d'un autre notaire ressortissant de son État national).

Un ressortissant belge établi à Londres et possédant des avoirs en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pourrait, par une disposition de dernières volontés, choisir sa loi nationale pour régir sa succession. Le notaire belge serait alors habilité à délivrer un certificat successoral européen, pourvu que toutes les parties s'entendent sur sa désignation (ou celle d'un autre notaire établi en Belgique). Le déblocage des avoirs belges et luxembourgeois du défunt pourrait s'en trouver grandement facilité, au regard des règles du « probate » que prévoit le droit anglais.

En second lieu, le notaire pourra délivrer un certificat successoral européen lorsque le défunt, ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un État tiers³¹, possédait des biens sur le territoire de l'État membre de l'Union dont ressort ce

³⁰ Voy. les termes du considérant 27, d'après lequel « [l]es dispositions du présent règlement sont conçues pour assurer que l'autorité chargée de la succession en vienne, dans la plupart des cas, à appliquer son droit national ».

³¹ Voy., sur le sens de cette expression, la note 2 *in fine*.

notaire, et possédait en outre sa nationalité ou y avait résidé habituellement moins de cinq ans avant que le notaire ne soit consulté (art. 10, § 1^{er}). Si l'un ou l'autre de ces dernières conditions n'est pas remplie, la « compétence » du notaire n'en sera pas moins fondée, mais elle sera limitée aux biens que le défunt possédait sur le territoire de l'État membre dont il ressort (*ibid.*, § 2).

Le notaire belge pourrait donc délivrer un certificat successoral européen si le défunt résidait habituellement en Angleterre, au Québec ou à l'Île Maurice, qu'il possédait des biens en Belgique et était de nationalité belge ou avait résidé dans ce pays moins de cinq années avant que la demande de certificat ne soit présentée au notaire.

Il pourrait encore le faire si aucune de ces conditions n'était réunie, mais la portée du certificat successoral européen qu'il délivrerait devrait en pareil cas être limitée aux biens que le défunt possédait en Belgique.

Dans ces hypothèses s'observe, par dérogation à ce qui a été indiqué ci-dessus, un découplage des compétences judiciaire et législative : le notaire consulté y appliquera en effet, non sa propre loi, mais celle de l'État tiers sur le territoire duquel le défunt résidait habituellement³². Il n'en irait autrement que si le défunt, étant ressortissant du for, avait, par une disposition de dernières volontés, choisi sa loi nationale pour régir sa succession, pour que l'unité de la compétence judiciaire et de la loi applicable se trouve rétablie. Elle le serait aussi, au titre d'un renvoi, si le droit de l'État tiers désigné renvoyait la compétence au droit belge (art. 34, § 1^{er}, *litt. a*, dans la forme du renvoi « au premier degré »³³).

Le notaire belge appliquera le droit mauricien à la succession d'un défunt résidant habituellement à l'Île Maurice, qui laisserait des immeubles en Belgique, à moins que ce défunt, de nationalité belge, n'ait choisi la loi belge pour régir sa succession ou qu'il ne soit fait application du droit belge au titre d'un renvoi au premier degré : le droit mauricien (au même titre que les droits anglais ou québécois) connaît en effet le morcellement successoral, et soumet les immeubles à la loi du pays de leur situation.

Transposé au notaire, un troisième chef de compétence dérogatoire suscite une question particulière. L'article 11 du règlement prévoit, sous l'intitulé « *forum necessitatis* », que, « [l]orsqu'aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu d'autres dispositions du (...) règlement », les juridictions d'un État membre peuvent, « dans des cas exceptionnels », « statuer sur la succession si une procédure ne peut raisonnablement être introduite ou conduite, ou se révèle impossible, dans un État tiers avec lequel l'affaire a un lien étroit » (art. 10,

³² Un découplage des compétences judiciaire et législative s'observe aussi lorsque le notaire (ou le juge) de l'État de la dernière résidence habituelle du défunt est appelé à appliquer la loi de l'État de la nationalité de celui-ci, dont il aurait fait choix dans les conditions prévues à l'article 22 (*infra*, IV, lettre B).

³³ *Infra*, III.

al. 1^{er}). En pareil cas, précise l'alinéa 2, « [l']affaire doit présenter un lien suffisant avec l'État membre dont relève la juridiction saisie ».

La disposition est destinée à éviter le déni de justice, lorsque les héritiers ou légataires se trouvent confrontés, sur le territoire de l'État avec lequel l'affaire présente un lien étroit, à une désorganisation complète de l'appareil judiciaire ou à des règles de compétence si restrictives, ou encore à un éloignement tel qu'il ne serait pas raisonnable de les contraindre à y porter leur litige. L'on songe à un État particulièrement éloigné, ou sur le territoire duquel sévit une guerre civile. Quel que soit le caractère restrictif des visées du législateur, particulièrement mis en évidence par le considérant 31³⁴, l'on peut se demander si cette disposition ne pourrait être de nature à permettre à un notaire du Royaume de délivrer un certificat successoral européen pour la succession d'une personne de nationalité belge résidant habituellement sur le territoire d'un État tiers, alors que les critères de compétence de l'article 10 ne sont par ailleurs pas réunis, parce que cet État ne connaît pas de notariat organisé sur le modèle de droit latin (ainsi, l'Angleterre, le Danemark ou la Norvège). Il conviendrait minimalement que se présentent à cette fin des « circonstances exceptionnelles », au sens de l'article 11, susceptibles de justifier l'intervention du notaire belge³⁵.

L'article 12 du règlement autorise enfin les juridictions saisies, « à la demande d'une des parties », à « décider de ne pas statuer » à l'égard d'un ou plusieurs biens situés sur le territoire d'un État tiers, « si l'on peut s'attendre à ce que la décision qu'elle rendrait sur les biens en question ne soit pas reconnue ou, le cas échéant, ne soit pas déclarée exécutoire dans ledit État tiers » (§ 1^{er}). L'hypothèse visée est celle dans laquelle le juge saisi aurait à connaître aussi de biens situés sur le territoire d'un État tiers alors qu'il est vraisemblable que sa décision n'y serait pas reconnue, par exemple parce que les juges de cet État s'estimeraient, comme il arrive souvent, exclusivement compétents pour statuer à l'égard des immeubles situés sur son territoire. La décision du juge peut en pareille hypothèse être limitée, et ne pas s'étendre à tout ou partie de pareils biens (ce que l'article 12 appelle « limitation de la procédure »)³⁶. Transposée au notaire appelé à délivrer

³⁴ « Afin de remédier tout particulièrement à des situations de déni de justice, il y a lieu de prévoir dans le présent règlement un *forum necessitatis* permettant à une juridiction d'un État membre, dans des cas exceptionnels, de statuer sur une succession qui présente un lien étroit avec un État tiers. Un tel cas exceptionnel pourrait exister lorsqu'une procédure se révèle impossible dans l'État tiers concerné, par exemple en raison d'une guerre civile, ou lorsqu'on ne peut raisonnablement attendre d'un bénéficiaire qu'il introduise ou conduise une procédure dans cet État (...) ».

³⁵ Ainsi par exemple, parce qu'il y aurait lieu de libérer, sur le fondement d'un certificat successoral européen, un compte bancaire que le défunt posséderait sur le territoire d'un autre État membre, dont les notaires ou les juridictions refuseraient eux-mêmes d'intervenir.

³⁶ En Belgique, l'existence de l'article 12 ne paraît pas faire obstacle à l'invocation devant le juge belge de la liquidation-partage de la faculté que lui ouvre l'article 1208, § 4, nouv., C. jud. d'ordonner

un certificat successoral européen, cette disposition pourrait signifier que le notaire serait autorisé à limiter la portée du certificat aux seuls biens situés sur le territoire d'un État membre, un peu comme il le ferait dans le cadre de l'article 10, § 2 (*supra*). L'on n'aperçoit cependant aucune raison de le faire, dans la mesure où le certificat successoral, étant l'acte officiel d'une autorité publique, bénéficie minimalement, sur le territoire de tous les États tiers, des règles de reconnaissance que ceux-ci accordent aux instruments authentiques : pourquoi donc en limiter par avance la portée ?

III. Déterminer le lieu où le défunt avait sa résidence habituelle et fixer ainsi, en principe, la loi applicable à sa succession

La résidence habituelle du défunt est le point de référence d'une succession internationale. Elle la localise, tant sur le plan de la compétence judiciaire que sur celui de la loi applicable.

La loi de l'État de résidence habituelle du défunt ne cède sa compétence à une autre loi que dans des cas exceptionnels, fondés sur la clause d'exception, le renvoi ou le choix par le futur défunt de sa loi nationale pour régir sa succession.

La loi que le notaire doit mettre en œuvre, après que sa compétence internationale a été vérifiée, est celle de la dernière résidence habituelle du défunt (art. 21, § 1^{er}). Celle-ci forme la pierre angulaire autour de laquelle s'articule la succession internationale. Le règlement n'en propose pour autant pas de définition. S'agissant d'un concept autonome, il reviendra à la Cour de justice de l'Union européenne d'en fixer les limites, à l'occasion du contentieux de l'interprétation préjudicielle. La Cour s'inspirera sans doute à cette fin de la jurisprudence qu'elle a développée à propos de cette notion dans le cadre d'autres contentieux du droit européen, comme celui de la sécurité sociale des travailleurs migrants³⁷ et de la fonction

un « partage distinct », échappant aux délais de procédure arrêtés à l'endroit du partage principal, lorsque la masse à partager comprend un ou plusieurs biens situés sur le territoire d'un État étranger, serait-il même un État membre de l'Union. Cette faculté, en effet, n'intéresse pas la compétence judiciaire, mais plutôt le fond : le juge belge saisi de pareille demande conserve sa compétence, mais ordonne sur le fond un partage « distinct » à l'égard des biens situés à l'étranger qu'il désigne.

³⁷ Arrêts des 12 juillet 1973, aff. 13/73, *Angenieux*, pt 32, et 11 novembre 2004, aff. C-372/02, *Adanez-Vega*, pt 37.

publique européenne³⁸. Elle y définit la résidence habituelle comme « le lieu où l'intéressé a fixé, avec la volonté de lui conférer un caractère stable, le centre permanent de ses intérêts ». Cette définition n'a été que partiellement reprise dans le contexte du règlement « Bruxelles IIbis »³⁹, lorsqu'il s'est agi pour la Cour de définir la résidence habituelle d'un enfant mineur au sens de l'article 8, § 1^{er}, de ce règlement, comme base de la compétence judiciaire internationale pour prendre à son égard des mesures relevant de la responsabilité parentale. Elle a alors adjoint à la notion de « centre des intérêts » une autre spécifique, fondée sur l'« intégration » de l'enfant dans son environnement social et familial⁴⁰. Mais cette notion complémentaire est propre au contentieux des enfants mineurs, et destinée à servir au mieux l'objectif du règlement qui leur est consacré, c'est-à-dire la protection de (l'intérêt supérieur de) l'enfant⁴¹. Le règlement successoral européen n'a pas cette visée. Il concerne les relations patrimoniales, et non celles personnelles, et ne s'intéresse qu'indirectement aux enfants mineurs⁴². Aussi peut-on à notre estime revenir au principe, et considérer, avec Hélène Rosoux et Patrick Wautelet, que la résidence habituelle est, pour son application et dans son cadre, le « centre de vie de la personne »⁴³, c'est-à-dire « l'endroit où [elle] a fixé le centre permanent de ses intérêts »⁴⁴. Il s'agit d'une notion de fait, au sujet de laquelle l'on peut transposer ce qu'un auteur flamand décrivait pour fixer le

³⁸ Arrêts des 9 octobre 1984, aff. 188/83, *Witte*, pt 11, et 15 septembre 1994, aff. C-452/93, *Magdalena Fernández*, pt 22.

³⁹ Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (*Bruxelles IIbis*), *J.O.C.E.*, L 338 du 23 décembre 2003, rect., n° L 82 du 22 mars 2013.

⁴⁰ Arrêts des 2 avril 2009, aff. C-523/07, *A.*, pts 38 et 44, 22 décembre 2010, aff. C-497/10, *Mercredi*, pts 47, 49 et 56, et 9 octobre 2014, aff. C-376/14, *C.*, pts 51 et 56.

⁴¹ Mêmes références. La Cour précise que doivent à cette fin « être notamment pris en compte la durée, la régularité, les conditions et les raisons du séjour sur le territoire d'un État membre et du déménagement de la famille dans cet État, la nationalité de l'enfant, le lieu et les conditions de scolarisation, les connaissances linguistiques ainsi que les rapports familiaux et sociaux de l'enfant dans ledit État » (arrêts des 2 avril 2009, déjà cité, points 39 et 44, et 22 décembre 2010, déjà cité, pts 48, 49 et 56).

⁴² Voy. l'exclusion contenue à l'article 1^{er}, § 2, *litt. a et b*, selon laquelle le règlement ne concerne ni l'état des personnes, ni leur capacité.

⁴³ « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 61 et 65, qui précisent (p. 65) qu'ils reprennent là une périphrase utilisée lors des travaux parlementaires qui ont mené à l'adoption du Code (belge) de droit international privé.

⁴⁴ A. BONOMI, « Article 4 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, *op. cit.*, p. 174, n° 16. Les considérations que nous avons émises à ce sujet en 2007, sous l'empire du Code de droit international privé, nous paraissent toujours d'actualité (« Trois enjeux de la succession internationale », in *Les incidents en matière successorale dans la pratique notariale*, coll. A.L.N., Bruxelles, Larcier, 2008, pp. 69 et s.).

champ d'application dans l'espace de la loi sur les baux de résidence principale : c'est l'endroit où la personne a « son chien, ses pantoufles et sa pipe »⁴⁵, celui où elle vit habituellement, qu'Hélène Rosoux et Patrick Wautelet décrivent comme son « véritable “chez-soi” »⁴⁶.

Cette définition fait assez bien apparaître que dans le catalogue des critères que les considérants du règlement proposent pour cerner le concept de résidence habituelle, « les liens personnels et liés aux relations familiales devraient recevoir plus de poids que les considérations liées à l'activité professionnelle de l'intéressé » et, plus encore, que la localisation de ses intérêts patrimoniaux⁴⁷. Elle fait aussi apparaître – ce qui correspond à une exigence systémique – que la résidence habituelle est nécessairement unique : même la personne qui vit en plusieurs endroits, parce que ses occupations professionnelles, son état de santé, ses loisirs ou ses centres d'intérêts la conduisent à le faire, ne peut posséder qu'une seule « résidence habituelle »⁴⁸.

La résidence étant une notion de fait se fixe à l'aide d'indices⁴⁹ à propos desquels on peut vanter les termes de l'article 1353 du Code civil : pour tirer des « consé-

⁴⁵ J. HERBOTS, « Algemeenheden – De levering in goede staat », in *Woninghur en nieuw algemeen huurrecht*, Bruges, Die Keure, 1991, p. 23, n° 5. Il paraît que, dans l'entre-deux-guerres, Camille Hauchamps disait la même chose du « domicile fiscal ».

⁴⁶ « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 67.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 63. Ces auteurs notent cependant, avec A. BONOMI, que « l'importance du lieu de l'activité professionnelle peut varier selon le rôle plus ou moins central que cette activité occupe dans la vie de l'intéressé » (« Article 4 », *op. cit.*, p. 176, n° 20).

⁴⁸ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 61 et 66. Quoique rendu en matière fiscale, le jugement du tribunal de Bruxelles du 31 juillet 1835 que rapporte M. Donnay, mérite ici d'être cité, car il met en évidence l'unicité du « domicile », laquelle correspond à une fiction juridique. Il est « le lieu dont on ne s'éloigne que pour y revenir lorsque la cause de l'éloignement aura cessé, le lieu où l'on est tellement fixé que l'on soit considéré comme absent quand on ne s'y trouve pas et que l'absence soit censée finie quand on y est revenu » (conf. par Cass., 19 juillet 1836, *Journal enr.*, n° 1.054, cité par M. DONNAY (mise à jour par A. CULOT, et al.), « Droits de succession et de mutation par décès. Taxe compensatoire des droits de succession », *op. cit.*, p. 234, n° 17, et les considérations que nous avons émises à ce sujet, « Trois enjeux de la succession internationale », *op. cit.*, p. 73).

⁴⁹ H. ROSOUX et P. WAUTELET évoquent « une combinaison de plusieurs critères » (« Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 63). Quoique de pur droit interne, l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers (*M.B.*, 15 août 1992), qui aborde une problématique similaire, nous paraît éclairant : « [L]a détermination de la résidence principale se fonde sur une situation de fait, c'est-à-dire la constatation d'un séjour effectif dans une commune durant la plus grande partie de l'année. Cette constatation s'effectue sur la base de différents éléments, notamment le lieu que rejoint l'intéressé après ses occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, le lieu de travail, les consommations énergétiques et les frais de téléphone, le séjour habituel du conjoint ou des autres membres du ménage ». Commentant les termes de l'article 4, § 2, 1°, du Code de droit international privé, L. Barnich évoquait « les innombrables documents administratifs qui s'abattent sur les

quences » « d'un fait connu à un fait inconnu », au sens de l'article 1349, le magistrat (et il en est de même, sous le contrôle du juge, du notaire) ne doit « admettre que des présomptions graves, précises et concordantes ». La démarche n'est souvent guère problématique, car « [p]our la plupart des personnes physiques », tous les indices qui peuvent se concevoir (sur les plans personnel, affectif, professionnel ou patrimonial) concordent⁵⁰. Deux cas cependant, qui s'avèrent plus délicats, retiennent l'attention.

Le premier est celui des diplomates et des fonctionnaires des organisations internationales, dispensés, selon l'article 19, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers⁵¹, de s'inscrire sur les registres de la population de la commune dans laquelle ils résident⁵². Ces personnes sont en principe « extraterritorialisées », en ce sens qu'elles conservent leur résidence habituelle dans leur pays d'origine. La « résidence habituelle » se fixant en-dehors de toute formalité administrative⁵³, il convient cependant, pour elles aussi, d'« avoir égard à toutes les circonstances de fait (durée, séjour, caractère politique ou statutaire du poste, etc.) » pour mesurer le degré de leur « intégration » au pays sur le territoire duquel ils se trouvent⁵⁴. Un critère déterminant pourrait être à cet égard l'intention qu'elles manifestent. Un diplomate étranger, ou, plus souvent, le fonctionnaire d'une organisation internationale en poste en Belgique y acquerra sa résidence habituelle s'il le souhaite, c'est-à-dire s'il a tout mis en œuvre pour se fixer en Belgique, et ce même s'il se sait « condamné » à quitter ce pays après un certain temps⁵⁵. Il pourrait en être ainsi, par exemple, parce qu'il y a acquis un immeuble pour s'y établir avec les membres de sa famille⁵⁶.

[personnes] au moment de leur installation (taxe d'habitation, abonnement aux services de distribution d'énergies ou d'eau, assurances sociales, etc.) » (« Présentation du nouveau Code belge de droit international privé », *Rev. not.*, 1995, p. 35).

⁵⁰ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 64.

⁵¹ Cité *supra*, note 50.

⁵² « Les personnes étrangères membres du corps diplomatique ou jouissant d'immunités analogues à celles du corps diplomatique ne font l'objet d'aucune inscription dans les registres ».

⁵³ Cf. les termes de l'article 4, § 2, 1^o, C. DIP ; A. BONOMI, « Article 4 », *op. cit.*, p. 175, n^o 18.

⁵⁴ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 62.

⁵⁵ Les travaux préparatoires du Code de droit international privé précisent que la résidence habituelle peut être temporaire : elle ne se fixe pas moins au pays de l'effectivité (M. FALLON et J. ERAUW, *La nouvelle loi sur le droit international privé – La loi du 16 juillet 2004*, Bruxelles, Kluwer, 2004, p. 80).

⁵⁶ Quoique concernant les fonctionnaires du Royaume, l'article 106 du Code civil pourrait ici être transposé avec fruit : « [l]e citoyen appelé à une fonction publique temporaire ou révocable, conservera le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté d'intention contraire ». Comp.

La deuxième situation problématique est celle dite des « seniors délocalisés »⁵⁷, dont la « migration », précisent Hélène Rosoux et Patrick Wautelet, est une « réalité qui s'amplifie »⁵⁸. La caractéristique d'une migration de ce genre est qu'elle n'est pas complète, et peut-être qu'elle n'est pas définitive : les seniors qui ont acquis un appartement en Espagne ou une villa à la Côte d'Azur et s'y sont établis ont souvent conservé de nombreuses attaches en Belgique, où ils possèdent encore une bonne part de leur patrimoine. La plupart du temps ils y possèdent encore un « pied-à-terre »⁵⁹ où ils se rendent régulièrement pour entretenir leurs relations et gérer leurs affaires. C'est là qu'ils revoient, à la belle saison, leurs enfants, petits-enfants et amis. Et c'est là surtout qu'ils reçoivent les « soins médicaux importants »⁶⁰ dont ils auront de plus en plus besoin, jusqu'à revenir peut-être définitivement en Belgique, fût-ce contre leur gré, pour être soignés en leur dernière maladie⁶¹. La détermination de la résidence habituelle de pareils voyageurs n'est guère aisée. La même question se pose au sujet de cadres ou d'employés de sociétés multinationales, qui partagent leur temps, de manière égale, entre deux ou même plusieurs pays. Le notaire pourra s'inspirer ici des indications du considérant 24 du règlement, qui évoque précisément des situations de ce genre : « [d]ans certains cas, il peut s'avérer complexe de déterminer la résidence habituelle du défunt. Un tel cas peut se présenter, en particulier, lorsque, pour des raisons professionnelles ou économiques, le défunt était parti vivre dans un autre État pour y travailler, parfois pendant une longue durée, tout en ayant conservé un lien étroit et stable avec son État d'origine. Dans un tel cas, le défunt pourrait, en fonction des circonstances de l'espèce, être considéré comme ayant toujours sa résidence habituelle dans son État d'origine, dans lequel se trouvait le centre des intérêts de sa vie familiale et sociale. D'autres cas complexes peuvent se présenter lorsque le défunt vivait de façon alternée dans plusieurs États ou voyageait d'un État à un autre sans s'être installé de façon permanente dans un État. Si le défunt était ressortissant de l'un de ces États ou y avait l'ensemble de ses principaux biens, sa nationalité ou le lieu de situation de ces biens pourrait

H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 62, note 20.

⁵⁷ Selon l'expression popularisée par P. WAUTELET, « Les seniors délocalisés et leur patrimoine – Questions choisies de droit international privé », in *Le droit des seniors : aspects civils, sociaux et fiscaux* (F. GEORGES éd.), Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2010, pp. 7 et s.

⁵⁸ « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 66-67.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Voy., en matière fiscale, Liège, 30 novembre 2005, *Rec. gén.*, 2006, n° 25.597, p. 97, qui décide qu'est un « habitant du Royaume » au sens du Code des droits de succession un Belge expatrié revenu au pays peu de temps avant de décéder, pour s'y faire soigner en sa dernière maladie.

constituer un critère particulier pour l'appréciation globale de toutes les circonstances de fait »⁶².

La détermination de la résidence habituelle sera, dans les cas où elle pourrait s'avérer problématique, facilitée par les indications que le défunt lui-même a pu livrer de son vivant, notamment dans sa correspondance ou mieux, dans l'acte (les actes), de dernières volontés notamment, qu'il a pu rédiger. C'est pourquoi – sans préjudice des considérations que nous développerons ci-dessous – il est devenu si important pour le testateur ou le disposant de préciser *expressis verbis* à quel endroit il a fixé sa résidence habituelle :

« Je précise, pour autant que de besoin, que je vis actuellement à (...) en (...), pays sur le territoire duquel je considère que se trouve ma résidence habituelle »⁶³.

La résidence habituelle servant, comme on l'a vu au deuxième paragraphe, de critère principal de compétence judiciaire, son application à la fixation de la loi applicable permet, dans la plupart des cas (ceux où la compétence des juridictions est fixée sur sa base) d'assurer l'unité des compétences judiciaire et de la loi applicable, ce qui facilite grandement le règlement de la succession⁶⁴. Il y a cependant

⁶² Voy. pour une application, en droit belge, sous l'empire du Code de droit international privé, Civ. Liège (ch. vac.), 24 juillet 2013, *R.T.D.F.*, 2014, p. 662. Le tribunal décide que « [b]ien que le défunt était domicilié depuis plusieurs années au Grand-Duché du Luxembourg, divers éléments factuels indiquent que c'est en Belgique qu'il résidait habituellement. En effet, le défunt y avait effectué une déclaration de cohabitation légale, une adresse belge était renseignée sur divers documents (permis de chasse, certificat de navigation), il signalait régulièrement le bulletin de son fils domicilié et scolarisé en Belgique, diverses factures et correspondances bancaires lui étaient adressées en Belgique et, en outre, de multiples témoignages et photos attestent qu'il résidait avec son fils et sa compagne à Seraing, où il est d'ailleurs décédé » (somm.). *Adde*, avant l'entrée en vigueur du Code, Civ. Bruxelles, 31 mai 1994, *R.W.*, 1994-1995, p. 677, qui conclut qu'avait son dernier « domicile » en Belgique, au sens de l'article 102 du Code civil, une personne qui résidait partiellement à Monaco et y était inscrite dans les registres de la population, mais dont la « présence réelle » en Belgique était attestée par divers témoignages – solution que n'a pas semblé suffisante à remettre en cause la circonstance que cette personne n'était soumise en Belgique qu'à l'impôt des non-résidents.

⁶³ Voy. à cet égard les considérations émises par H. ROSOUX et P. WAUTELET, *ibid.*, p. 68 : « [i]l est une autre solution qui peut apporter un surcroît de sécurité juridique. Elle consiste à solliciter du testateur qu'il déclare où se situe sa résidence habituelle. Une telle déclaration peut être utilement insérée dans le préambule d'un testament. Elle peut permettre d'aider à concrétiser l'élément intentionnel qui participe à la résidence habituelle. Il faut cependant se garder de voir dans ce mécanisme un outil mettant le testateur à l'abri de toute incertitude. Une telle déclaration pourrait en effet être remise en question, notamment par des héritiers. Elle n'offre dès lors qu'une sécurité juridique limitée et elle ne peut remplacer l'exercice d'investigation qui doit permettre de localiser au plus juste la résidence habituelle ». Le juge en effet pourrait fort bien opposer d'autres considérations à celles émises par le défunt. *Adde* notre contribution, « Trois enjeux de la succession internationale », *op. cit.*, p. 90.

⁶⁴ *Supra*, note 30.

des cas exceptionnels dans lesquels il est dérogé à l'application de la loi de la résidence habituelle et qui entraînent dès lors une rupture entre la compétence judiciaire et la loi applicable.

Le premier est celui de la clause d'exception. L'article 21, § 2, prévoit que « [l]orsque, à titre exceptionnel, il résulte de l'ensemble des circonstances de la cause que, au moment du décès, le défunt présentait des liens manifestement plus étroits avec un État autre [que celui de sa résidence habituelle], la loi applicable à la succession est celle de cet autre État ». L'application de cette disposition, qui entraîne la substitution d'une loi à une autre pour régler « l'ensemble d'une succession » (art. 21, § 1^{er}, et 23, § 1^{er}), appelle du notaire une vigilance particulière. Si l'un ou l'autre élément du dossier qui lui est soumis attire son attention sur son application possible, il a nous paraît-il le devoir d'en référer aux héritiers et légataires et de solliciter leur accord sur la dérogation que cette clause contient à l'application de la loi de la résidence habituelle ou, au contraire, sur le maintien de la compétence de cette dernière loi. Faute d'accord unanime entre eux, le règlement de la succession ne pourra se poursuivre, dans l'attente d'une décision du juge statuant sur cette question.

Ferdinand, ressortissant belge, a toujours vécu en Belgique. Il s'y est marié, y a eu des enfants, y possède son patrimoine, dont un immeuble. Peu de temps avant de décéder, il est parti pour l'Île Maurice, où il comptait refaire sa vie. C'est là qu'il est décédé prématurément, le 17 août 2015. Tous ses héritiers vivent en Belgique. L'on pourrait exclure l'application de la loi mauricienne du fait de la clause d'exception qui, compte tenu de « l'ensemble des circonstances de la cause », semble porter à l'application de la loi belge.

La deuxième dérogation consiste dans le renvoi. L'article 34, § 1^{er}, du règlement précise que « [l]orsque le présent règlement prescrit l'application de la loi d'un État tiers, il vise l'application des règles de droit en vigueur dans cet État, y compris ses règles de droit international privé, pour autant que ces règles renvoient : a) à la loi d'un État membre ; ou b) à la loi d'un autre État tiers qui appliquerait sa propre loi ». La situation est donc celle où le défunt résidait habituellement sur le territoire d'un État tiers. Le notaire devra en pareil cas vérifier, à titre de préalable, si les règles de conflit de lois qui y sont applicables ne renvoient pas la compétence à l'ordre juridique d'un État membre, ou d'un État tiers qui accepterait sa compétence : il sera en ces hypothèses fait application du renvoi, auquel cas, très souvent – mais pas toujours –, c'est en finale la loi belge qui sera appliquée⁶⁵.

⁶⁵ Le renvoi n'est pas d'application lorsque la désignation du droit applicable repose sur la volonté du défunt, ou est le produit de l'application de la clause d'exception (art. 34, § 2). Il s'agit là d'une solution classique de la théorie du conflit de lois.

C'est en définitive à la loi belge que sera soumise la succession, purement mobilière, d'un ressortissant belge décédé en laissant sa dernière résidence habituelle à Monaco : la loi monégasque soumet en effet, en ses dispositions de droit international privé, la partie mobilière d'une succession à la loi nationale du défunt (en l'espèce, la loi belge)⁶⁶. C'est à la loi française ou à la loi luxembourgeoise que sera, pour la même raison, soumise la succession purement mobilière d'un Luxembourgeois ou d'un Français décédé en laissant sa dernière résidence habituelle à Monaco⁶⁷. C'est à la loi japonaise que sera soumise la succession d'un ressortissant de cet État décédé en laissant sa dernière résidence habituelle au Maroc ou au Brésil. D'après les règles de droit international privé du Maroc ou du Brésil, en effet, la succession est soumise à la loi nationale du défunt (en l'espèce, la loi japonaise).

L'application du renvoi conduit à rétablir le morcellement de la succession entre ses masses mobilières ou immobilières, lorsque la loi mise en œuvre divise elle-même la succession sur cette base⁶⁸.

Charlie, ressortissant du Royaume, décède en laissant sa dernière résidence habituelle au Québec. Il possédait un immeuble à Bruxelles. La loi québécoise est de caractère « scissionniste », comme l'était autrefois le droit belge. Elle soumet les immeubles à la loi du pays de leur situation, et les meubles à la loi du dernier domicile du défunt. C'est donc, par l'intermédiaire du renvoi, à la loi belge que l'immeuble que Charlie possédait à Bruxelles sera soumis, alors que le reste de sa succession sera régi par la loi québécoise. Il en irait de même si Charlie avait laissé sa dernière résidence en Australie, à l'Île Maurice ou en Chine : ces pays en effet sont de tradition scissionniste, et aménagent le morcellement successoral dans les mêmes termes que le droit québécois.

Il est encore un cas, dans lequel ce n'est en définitive pas la loi de la dernière résidence habituelle du défunt qui régira sa succession : c'est l'hypothèse dans laquelle le (futur) défunt a, par un acte de dernières volontés, fait choix de la loi applicable pour la régir (art. 22, § 1^{er}). Cette hypothèse nous conduit au quatrième « réflexe ».

⁶⁶ Il existe à Monaco un projet de loi relative au droit international privé. On peut le consulter sur le site du conseil de la principauté (www.conseil-national.mc). Il abandonne le rattachement que nous décrivons au profit d'un rattachement unique des successions à la loi du dernier domicile du défunt.

⁶⁷ Le règlement successoral permet le renvoi dans les deux formes qu'en connaît le droit belge. Le renvoi joue « au premier degré » lorsque la loi consultée retourne la compétence à celle qui l'a interrogée (le défunt est de nationalité belge), et « au second degré » lorsque la loi consultée soumet elle-même la compétence à une loi tierce (le défunt est français ou luxembourgeois).

⁶⁸ L. BARNICH, « Les changements principaux apportés au droit international privé par le Règlement successoral européen », in *Certificat successoral européen – Quels changements pour les notaires ?*, op. cit., n° 5.

IV. Examiner si le défunt avait pris des dispositions de dernières volontés et/ou choisi la loi applicable à sa succession

Le règlement voit dans le respect de l'autonomie de la volonté le moyen de dépasser les incertitudes qui résultent, dans un contexte international, de la multiplicité des ordres juridiques en présence et de la difficulté de les coordonner.

Il en est ainsi sur un double plan : il met en place des instruments pour garantir, tant en la forme que dans le fond, la validité des testaments et autres disposition à cause de mort, et permet au (futur) défunt de définir lui-même le cadre juridique dans lequel se déroulera sa succession, par le choix de sa loi nationale pour la régir.

Le règlement donne une place de choix à l'autonomie de la volonté⁶⁹. Celle-ci est perçue, du fait de la prévisibilité des solutions et de la « consolidation » qu'elle permet des actes d'« anticipation successorale »⁷⁰, comme un facteur de sécurité, et le meilleur rempart contre les incertitudes auxquelles porte le concours des ordres juridiques en présence : « [d]ans l'espace européen de justice, les citoyens doivent être en mesure d'organiser à l'avance leur succession »⁷¹. Les volontés individuelles tendent ainsi à devenir la base de l'organisation et de la planification des successions, ce qui confère aux notaires, partenaires traditionnels des familles dans ce domaine, une responsabilité accrue.

La faveur manifestée par le règlement pour l'autonomie de la volonté est double. Elle s'étend aussi bien aux « dispositions à cause de mort »⁷², par lesquelles l'auteur de la disposition entend influencer la dévolution ou le règlement de sa succession, et partant infléchir le résultat auquel porterait à défaut la loi appli-

⁶⁹ Le règlement, précise M. Goré, s'inscrit dans une mouvance « libérale », parfois qualifiée d'« individualiste », qui voit les « volontés individuelles » prendre le pas sur, et en quelque manière soumettre, les « réglementations impératives » et les « traditions nationales et familiales » (« *La professio juris* », in « Le règlement européen du 4 juillet 2012 sur les successions », *Deffrénois*, 2012, p. 762). Sur ce thème, voy. V. ROSENAU, « Le règlement successoral européen : la réserve et les pactes successoraux », *op. cit.*, pp. 7 et s. et 17 et s.

⁷⁰ Selon l'expression de M. GORÉ, « *La professio juris* », *op. cit.*, p. 763.

⁷¹ Cons. 7.

⁷² La « disposition à cause de mort » englobe « [le] testament, [le] testament conjonctif ou [le] pacte successoral », étant précisé que le « testament conjonctif » est « un testament établi par deux ou plusieurs personnes dans un même acte », et que le « pacte successoral » est « un accord, y compris un accord résultant de testaments mutuels, qui confère, modifie ou retire, avec ou sans contre-prestation, des droits dans la succession future d'une ou de plusieurs personnes parties au pacte » (art. 3, § 1^{er}, *litt. b à d*). Une institution contractuelle ou un pacte Valkeniers sont, en Belgique, des « pactes successoraux » au sens du règlement, et il en est sans doute de même d'une aliénation tombant sous le coup de l'article 918, C. civ.

cable à sa succession, qu'au choix par le futur défunt de la loi applicable à sa succession (l'*optio juris*, ou *professio juris*), par lequel il détermine lui-même l'environnement législatif dans lequel sa succession sera réglée. Ces deux hypothèses doivent être examinées séparément.

A. Les testaments et autres dispositions de dernières volontés

Les testaments et autres dispositions de dernières volontés suscitent une difficulté de forme, et une autre de fond.

1. En la forme

Les testaments obéissent, sur la forme, aux règles libérales de la convention de La Haye du 5 octobre 1961 « sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires »⁷³. Cette convention, inspirée par le principe de la *favor testamenti* – c'est-à-dire un « principe de faveur pour la validité de l'acte »⁷⁴ –, propose en son article 1^{er} un catalogue de lois alternatives à la lumière desquelles peut se vérifier cette validité : « [u]ne disposition testamentaire est valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne » de l'État : « 1) où le testateur a disposé ; 2) d'une nationalité dont le testateur disposait⁷⁵ ; 3) où le testateur était domicilié ; 4) où le testateur résidait habituellement, ou encore 5) si la disposition concerne un bien immeuble, sur le territoire duquel cet immeuble est situé ». Un testament, fût-il établi en Belgique dans une forme que le droit belge ignore, sera tenu la plupart du temps pour valable, pourvu que par la nationalité

⁷³ Approuvée par la loi du 29 juillet 1971, *M.B.*, 29 décembre 1971. L'application de cette convention prime en Belgique celle du règlement, en vertu de l'article 75, § 1^{er}, al. 2, de celui-ci : « les États membres qui sont parties à la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires continuent à appliquer les dispositions de cette convention au lieu de l'article 27 du présent règlement pour ce qui est de la validité quant à la forme des testaments et des testaments conjonctifs ». L'article 27 du règlement reproduit en substance les solutions de la convention de La Haye, pour les États membres qui ne seraient pas parties à cette convention. Le Portugal par exemple, qui n'est pas partie à la convention de La Haye, ne peut plus opposer à ses ressortissants l'article 2223 de son Code civil, qui frappe de nullité les testaments non authentiques qu'ils auraient rédigés en pays étrangers (« [o] *testamento feito por cidadão português em país estrangeiro com observância da lei estrangeira competente só produz efeitos em Portugal se tiver sido observada uma forma solene na sua feitura ou aprovação* ») : ces testaments seront jugés valables s'ils ont été rédigés conformément aux dispositions d'une des lois énumérées en ordre alternatif par l'article 27 du règlement.

⁷⁴ M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 763.

⁷⁵ Remarquons que le conflit positif de nationalités, dans le chef du testateur, est toujours réglé en faveur de la loi qui permet de valider le testament (H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 71, note 41).

du testateur, sa résidence ou la localisation de l'immeuble auquel il se rapporte, ce testament tombe sous le coup d'une des lois que la convention rend applicables.

Hans-Peter Johansson, ressortissant norvégien retraité de l'OTAN, est décédé à Bruxelles où il avait sa résidence habituelle. Il avait de son vivant rédigé un testament sur une feuille de papier dactylographiée et signée par lui, assortie de la signature de deux témoins qu'il avait sollicités. Ce testament, qui n'avait jamais été remis à un notaire, est valable en la forme. Il est rédigé d'une manière que le droit norvégien – droit de la nationalité du défunt – connaît, même si cette forme est inconnue du droit belge. La solution aurait été identique si Hans-Peter avait, en plus de la nationalité norvégienne, possédé aussi la nationalité belge, même si cette dernière nationalité avait été plus effective que la nationalité norvégienne⁷⁶.

Les dispositions de la convention de La Haye s'étendent à la forme des testaments conjonctifs, rédigés dans le même instrument par deux voire plusieurs personnes (art. 4). Seule la forme de ces testaments est cependant concernée : la licéité du procédé, qui implique une volonté concordante de tester et déroge donc au principe de la liberté de chaque individu, reste en effet, de l'opinion de certains, soumise à la loi du fond⁷⁷.

Quelle que soit la générosité manifestée par la convention à l'endroit des formes étrangères de testament, il faut recommander au praticien de s'en tenir aux formes connues du droit belge⁷⁸. Outre que cela réduira les risques d'invalidation – car les juristes belges connaissent le droit belge beaucoup plus que tout autre droit –, le droit applicable à la forme s'identifiera en pareil cas le plus souvent au droit applicable au fond, ce qui est de nature à faciliter la compréhension du testament et son insertion dans les prescriptions de la loi successorale et, partant, le règlement civil de la succession.

L'entrée en application du règlement successoral européen, avec la faveur qu'il manifeste pour les testaments et autres manifestations de l'autonomie de la volonté, donne en particulier l'occasion de (re)mettre à l'honneur le testament international, tel qu'aménagé par la loi uniforme annexée à la Convention de

⁷⁶ Voy. la note qui précède.

⁷⁷ La Cour de cassation de France a cependant opté récemment, ainsi que le relèvent H. ROSOUX et P. WAUTELET (« Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 78, note 68), en faveur d'une qualification de forme : le testament conjonctif serait dès lors valable, en toute hypothèse, s'il était validé par l'une des lois proposées par la convention de La Haye (1^{ère} ch. civ., arrêt n° 1330 du 21 novembre 2012 (10-17.365/10-30.845), déclarant valable un testament conjonctif établi au Maroc devant deux notaires rabbiniques, dans une forme prévue par le droit de cet État, alors que la succession s'était par ailleurs ouverte en France).

⁷⁸ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 73, qui précisent que « [c]e n'est que si des circonstances impérieuses le justifient que l'on aura recours à une forme étrangère ».

Washington du 26 octobre 1973⁷⁹. La validité de pareil testament en la forme est assurée aussi bien dans les États parties à la convention de Washington que dans ceux – beaucoup plus nombreux – qui sont parties à la convention de La Haye, lorsque le testament a été reçu par une autorité relevant d'un pays dont la loi est rendue applicable par cette convention. C'est un gage de validité, lorsque le défunt possède des biens sur le territoire de plusieurs États et que le testament doit donc être mis à exécution sur le territoire de ces nombreux États.

L'article 27 du règlement étend aux pactes successoraux et institutions contractuelles⁸⁰ les solutions que la convention de La Haye limite aux testaments. Le principe de la « faveur pour la validité de l'acte »⁸¹ s'y trouve renforcé, puisque les critères qui ont trait à la situation des parties au pacte (nationalité, domicile et résidence habituelle) peuvent être concrétisés non seulement à l'égard du défunt mais à l'égard de n'importe laquelle des personnes dont la succession est concernée par le pacte. De cette manière, le règlement manifeste le plus grand libéralisme à l'endroit des pactes successoraux, dont il s'efforce d'asseoir au maximum la validité formelle⁸².

2. Au fond

Confirmant une solution classique de la théorie des conflits de lois, les articles 24 et 25 du règlement soumettent la « recevabilité », c'est-à-dire l'admissibilité, et la « validité au fond »⁸³ des testaments et autres dispositions à cause de mort à la loi successorale, c'est-à-dire à la loi qui s'applique au fond à la succession. Toutefois, dans le souci renouvelé de sauvegarder la validité des dispositions prises par le défunt et de les mettre à l'abri d'un déménagement du disposant sur le territoire d'un État ne permettant pas au (futur) défunt d'adopter les dispositions qu'il a prises, il retient pour cette loi successorale une concrétisation différente du facteur de rattachement. C'est la résidence habituelle du défunt au moment de la rédaction de la disposition qui compte, et non la loi successorale

⁷⁹ Approuvée par une loi du 11 janvier 1983, et transposée en droit belge par une loi du 2 février 1983, *M.B.*, 11 octobre 1983.

⁸⁰ Sur la définition de ces concepts, voy. *supra*, note 63.

⁸¹ *Supra*, note 74.

⁸² H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 80.

⁸³ Cette catégorie est large. La « validité au fond » des dispositions à cause de mort s'étend, aux termes de l'article 26, § 1^{er}, à « a) la capacité de la personne qui dispose à cause de mort de prendre une telle disposition ; b) les causes particulières qui empêchent la personne qui prend la disposition de disposer en faveur de certaines personnes ou qui empêchent une personne de recevoir des biens successoraux de la personne qui dispose ; c) l'admissibilité de la représentation aux fins de l'établissement d'une disposition à cause de mort ; d) l'interprétation de la disposition ; e) la fraude, la contrainte, l'erreur ou toute autre question relative au consentement ou à l'intention de la personne qui dispose ».

effective – celle qui dépendra de la résidence habituelle du défunt au moment de son décès. C'est donc une loi successorale « hypothétique » ou « fictive » qui s'applique, sans égard pour la loi successorale réelle, dont les dispositions, privées de pertinence, peuvent être plus rigoureuses sans que cela n'invalide la disposition⁸⁴. Les dispositions à cause de mort prises par le disposant sont ainsi mises à l'abri de tout changement intempestif de sa résidence habituelle.

L'application de la loi successorale fictive s'étend à l'hypothèse (qui sera étudiée dans la suite de l'exposé) où le défunt a choisi sa loi nationale pour régir sa succession : la loi successorale « hypothétique » est celle de la (d'une des) nationalité(s) que le défunt possédait lors de l'établissement de la disposition. La disposition demeurera donc valable même si le défunt ne possède plus, au jour de son décès, la nationalité dont la loi a servi de base à son établissement⁸⁵⁻⁸⁶⁻⁸⁷.

⁸⁴ L'expression « loi successorale hypothétique » est utilisée par A. Bonomi, qui évoque la « cristallisation » de la loi applicable au jour de la rédaction de la disposition (A. BONOMI, « Article 24 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., pp. 384 et s., n°s 17 et s). P. Wautelet parle d'une « loi successorale anticipée » (P. WAUTELET, « Le Règlement successions en Belgique : *quid novi sub sole* ? », op. cit., pp. 39-40).

⁸⁵ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », op. cit., p. 135 ; A. Bonomi observe que tel est déjà l'effet de l'article 22, § 1^{er} (A. BONOMI, « Article 24 », op. cit., p. 388, n° 28).

⁸⁶ Il n'existe pour le surplus aucune différence substantielle entre la validité au fond des dispositions à cause de mort « autres que les pactes successoraux », dont il est question à l'article 24, et la validité au fond des pactes successoraux, dont traite l'article 25. Il faut relever, simplement, que lorsqu'un pacte successoral concerne la succession de plusieurs personnes, il n'est « recevable » « que s'il l'est en vertu de chacune des lois qui (...) aurait régi la succession de chacune des personnes concernées si elles étaient décédées le jour où le pacte a été conclu » (A. BONOMI, « Article 24 » et « Article 25 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., pp. 392 et s., n° 36 et s., et 412 et s., n° 33 et s., respectivement). Nous traiterons plus loin de la possibilité, offerte au futur défunt par les articles 24, § 2, et 25, § 3, respectivement, de soumettre la « recevabilité » et la « validité au fond » de la disposition à la loi de son choix.

⁸⁷ Une autre situation particulière est celle dans laquelle le futur défunt a fait choix d'un système de droit étranger non unifié sur le plan territorial (art. 36) ou sur le plan personnel (art. 37). Le règlement n'ayant pas vocation à s'appliquer aux conflits de droit internes (art. 38), la juridiction ou l'autorité saisies devront faire application, pour identifier le système de droit finalement applicable, des règles internes de conflit de lois de l'État étranger et, en l'absence seulement de pareilles règles, du système de droit avec lequel le défunt présentait les liens les plus étroits. L'application de ces règles peut, comme le souligne A. Bonomi, décevoir les attentes du futur défunt : il faut donc être très prudent à ce sujet (A. BONOMI, « Articles 36 à 38 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., pp. 557 et s., n°s 11 et s).

La faveur apparente qui résulte de l'application de la loi successorale fictive aux dispositions à cause de mort ne doit pas faire oublier qu'en finalité, c'est à la lumière de la loi successorale effective, c'est-à-dire celle qui, en fonction des critères de rattachement concrétisés à l'époque du décès, sera réellement appliquée à la succession, que sera jugée l'efficacité des dispositions prises par le défunt. Le contenu de celles-ci n'est donc (et ne peut donc) pas tant être fonction de la loi successorale hypothétique (celle concrétisée au jour de l'établissement de la disposition) que la loi successorale effective (celle concrétisée au jour du décès). C'est elle qui, selon l'enseignement d'Hélène Rosoux et de Patrick Wautelet, permettra de mesurer la « liberté », au « sens matériel » du terme, du disposant, c'est-à-dire de fixer le contenu des dispositions qu'il peut prendre⁸⁸. Ces auteurs prennent à titre d'exemples la mesure dans laquelle les héritiers légaux peuvent être exhéredés, la possibilité de consentir une libéralité *post mortem* à son conjoint, la désignation d'un exécuteur testamentaire, la possibilité d'instituer un *trust* à cause de mort, d'effectuer un partage d'ascendant ou de prévoir une substitution fidéicommissaire⁸⁹. Toutes ces dispositions (et il y a en a d'autres) auxquelles le disposant aura pu avoir accès en vertu de la loi successorale hypothétique (celle de sa résidence ou, s'il a exprimé un choix, de sa nationalité actuelles) pourront être non pas invalidées, puisque la disposition restera « recevable » et « valable au fond », mais privées d'effet, ou du moins réduites, en fonction de la loi successorale effective. L'application de cette dernière loi contre-carre l'objectif affirmé du législateur européen de favoriser des anticipations successorales « stables » et « efficaces »⁹⁰, mais elle est nécessaire. Le texte en effet se donne pour objectif, à côté du respect des attentes légitimes du défunt, celui des expectatives de ses successeurs⁹¹.

⁸⁸ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 103.

⁸⁹ *Ibid.* Voy. à ce sujet l'article 23, paragraphe 2, *litt. b et h* notamment, d'après lesquels la loi successorale (effective) régit « la vocation successorale des bénéficiaires, la détermination de leurs parts respectives et des charges qui peuvent leur être imposées par le défunt (...) » ainsi que « la quotité disponible, les réserves héréditaires et les autres restrictions à la liberté de disposer à cause de mort, ainsi que les droits que les personnes proches du défunt peuvent faire valoir à l'égard de la succession ou des héritiers ». Cette disposition a déjà été citée à la note 83.

⁹⁰ Tout en estimant que l'« hésitation est permise », Hélène Rosoux et Patrick Wautelet incitent le testateur à la « prudence » : « [p]our être certain de l'efficacité de [ses] dispositions (...), il ne suffira pas de se référer à la loi successorale hypothétique. Encore faudra-t-il vérifier que le contenu des dispositions est conforme aux exigences de la loi successorale effective » (H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 112-113).

⁹¹ Voy., à nouveau, les termes du considérant 7, déjà cité *supra*, note 71, qui précise, *in fine*, que « [l]es droits des héritiers et légataires, des autres personnes proches du défunt ainsi que des créanciers de la succession doivent être garantis de manière effective ».

Une règle spéciale, contenue à l'article 83, § 3, du règlement, suspend la validité d'une disposition à cause de mort « prise avant le 17 août 2015 » aussi bien aux dispositions du règlement, qui viennent d'être étudiées, qu'aux « règles de droit international privé qui étaient en vigueur, au moment où la disposition a été prise, dans l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle, dans tout État dont il possédait la nationalité ou dans l'État membre de l'autorité chargée de régler la succession ».

Le pacte successoral établi par un ressortissant allemand établi aux Pays-Bas relativement à un immeuble qu'il possède à Bruxelles sera validé par l'application des règles du droit international privé allemand alors même qu'au moment de son établissement il n'était conforme ni aux règles de droit international privé néerlandaises, ni à celles belges⁹².

Si plusieurs des droits cités conduisent à valider la disposition, il convient, précise Hélène Rosoux, d'appliquer celui qui le fait « dans la plus grande mesure » : tel est l'effet du principe de la « faveur testamentaire » « qui sous-tend ce régime transitoire »⁹³.

B. Le choix par le futur défunt de la loi applicable à sa succession

L'article 22, § 1^{er}, du règlement permet à un futur défunt de « choisir comme loi régissant l'ensemble de sa succession » celle « de l'État dont [il] possède la nationalité au moment où [il] fait ce choix ou au moment de son décès ». Cette *professio iuris* d'un genre nouveau⁹⁴ soulève quelques points d'attention. Elle « a ses risques », précise Marie Goré, « qu'il ne faut pas sous-estimer »⁹⁵.

1. L'étendue du choix offert

Le choix qui s'offre au futur défunt n'est pas très étendu. Restreignant les possibilités offertes autrefois par l'article 79 du Code de droit international privé ou,

⁹² Cet exemple est cité par H. ROSOUX, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », *op. cit.*, p. 162.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ La *professio iuris* existait autrefois dans le texte de l'article 79 du Code de droit international privé. Elle n'a toutefois pas fait recette, et les notaires n'ont, à notre connaissance, guère pris l'habitude de la recommander à leurs clients. C'est qu'elle contenait une limitation d'importance : le choix par un (futur) défunt de la loi applicable à sa succession ne pouvait, sous l'empire du Code, priver ses héritiers des droits réservataires que leur garantissait la loi applicable à défaut de choix. Prophétisant le peu de recette que rencontrerait la disposition, Laurent Barnich avait évoqué à ce sujet un « espoir (...) rapidement déçu » (« Présentation du nouveau Code belge de droit international privé », *op. cit.*, p. 55).

⁹⁵ « La *professio iuris* », *op. cit.*, p. 766.

sur le territoire des États où elle était en vigueur, la Convention de La Haye du 1^{er} août 1989, le règlement n'autorise le futur défunt à faire choix que de sa loi nationale. La restriction se justifie par le souci de maintenir « un lien entre le défunt et la loi choisie » et d'« éviter que le choix d'une loi ne soit effectué avec l'intention de frustrer les attentes légitimes des héritiers réservataires »⁹⁶. Les droits de ceux-ci ne sont cependant – l'on y reviendra – pas protégés en tant que tels : ils ne le sont que partiellement, sous la forme de cette seule limitation de choix, que le législateur européen a estimée suffisante pour les garantir. Ils peuvent cependant être mis en péril autrement.

Il serait certes interdit à un ressortissant français résidant en Belgique d'élire une loi autre que la loi française, de sorte que les droits de ses héritiers réservataires sont d'une manière ou d'une autre garantis.

Mais cette protection disparaîtrait, sans qu'il soit même besoin de choix du droit applicable, si ce ressortissant français résidait en Angleterre.

Et s'il s'agissait d'un ressortissant anglais résidant en Belgique, il lui suffirait d'opter pour la loi anglaise pour échapper à la réserve du droit belge.

S'il s'était vraiment agi, pour reprendre les termes du considérant 38, d'éviter de « frustrer les attentes légitimes des héritiers réservataires », le règlement européen aurait dû s'y prendre comme l'avait fait autrefois le Code de droit international privé, par une clause d'exception spécifique rendant en toute hypothèse applicable à la réserve héréditaire la loi qui se serait appliquée à défaut de choix⁹⁷. Il n'en a pas été ainsi, précisément en raison de la volonté du législateur européen de permettre au défunt d'échapper au carcan des traditions juridiques nationales impératives : le règlement n'est donc pas neutre⁹⁸. Il en est d'autant plus ainsi que le choix par le futur défunt de sa loi nationale est autorisé sans égard pour l'intensité du rattachement qui l'unit encore au pays de sa nationalité, c'est-à-dire même si sa nationalité n'avait plus rien d'effectif, et que des liens beaucoup plus étroits l'unissaient désormais au pays de sa résidence habituelle.

⁹⁶ Tels sont les termes du considérant 38.

⁹⁷ La désignation, par le futur défunt, de la loi applicable à sa succession « ne peut avoir pour résultat de priver un héritier d'un droit à la réserve que lui assure le droit applicable en vertu de l'article 78 » (art. 79, al. 1^{er}, C. DIP).

⁹⁸ V. ROSENAU, « Le règlement successoral européen : la réserve et les pactes successoraux », *op. cit.*, pp. 7 et s.

⁹⁹ Le rattachement à la nationalité ne paraît pourtant approprié, souligne M. Goré, que « lorsque le *de cuius* a gardé des liens manifestes avec l'État dont il est ressortissant » (M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 763).

Le ressortissant anglais de l'exemple ci-dessus pourrait choisir le droit anglais même s'il avait toujours résidé en Belgique, où il posséderait l'ensemble de son patrimoine. La circonstance qu'il aurait perdu tout lien avec l'Angleterre ne serait pas suffisante pour décourager son choix, et l'invalider⁹⁹.

De même, le futur défunt possédant plusieurs nationalités pourrait opter pour n'importe laquelle de ses lois nationales, même si celle retenue n'était en fait pas la plus effective¹⁰⁰. Aucune priorité n'est accordée non plus à la nationalité du for, ni encore à celle d'un État membre de l'Union européenne au regard de celle d'un État tiers¹⁰¹.

Un ressortissant belgo-américain établi de longue date en Belgique pourrait opter pour la loi américaine, et régler sa succession à la lumière de celle-ci, même s'il ne présente en réalité plus aucun lien avec le territoire des États-Unis, dont il est peut-être fort éloigné¹⁰².

Les droits des héritiers réservataires ne peuvent en des hypothèses de ce genre être sauvegardés que si l'on peut imputer au futur défunt une fraude à la loi¹⁰³, ou si des considérations d'ordre public peuvent – à titre exceptionnel – être opposées à l'application de la loi dont il a fait choix (art. 35)¹⁰⁴.

Notons enfin que le renvoi n'étant pas autorisé en présence d'une *professio juris* (art. 34, § 2), la loi choisie régira la succession même si elle ne se reconnaît pas compétente, c'est-à-dire si elle ne prévoit pas elle-même, en ses dispositions de droit international privé, le libre choix par le défunt de la loi applicable à sa succession¹⁰⁵.

¹⁰⁰ Pas plus que la convention de La Haye, le règlement successions n'exige qu'un défunt pourvu de plusieurs nationalités opte pour la loi de sa nationalité la plus effective : il lui est permis, par faveur pour les dispositions qu'il a pu prendre, d'opter pour une loi nationale dont il est plus éloigné, pourvu qu'il soit revêtu de cette nationalité (*supra*, note 75).

¹⁰¹ Voy. les termes de l'article 20 qui, sous l'intitulé « [a]pplication universelle », précise « [t]oute loi désignée par le présent règlement s'applique même si cette loi n'est pas celle d'un État membre » : cela vaut aussi pour la *professio juris*.

¹⁰² Voy. les exemples cités par M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 763.

¹⁰³ Voy. le texte du considérant 26 : « [a]ucune disposition du présent règlement ne devrait empêcher une juridiction d'appliquer les mécanismes destinés à lutter contre la fraude à la loi, par exemple dans le cadre du droit international privé ».

¹⁰⁴ La question de savoir si l'exception d'ordre public peut être opposée à l'application d'une loi étrangère ignorant le mécanisme de la réserve demeure ouverte. Elle suscite de vifs débats, dont témoigne par exemple l'avis de subsidiarité rendu par la Chambre des représentants de Belgique sur la proposition de règlement européen (15 décembre 2009, rapport fait au nom de la Commission de la justice par Mme Clotilde Nyssens, *Doc. parl.*, n° 52 2330/001). Il est impossible d'en rendre compte dans le cadre limité du présent exposé (not. M. GRIMALDI, « Brèves réflexions sur l'ordre public et la réserve héréditaire », *Defrénois*, 2012, pp. 755 et s. et, pour un état de la question, V. ROSENAU, « Le règlement successoral européen : la réserve et les pactes », *op. cit.*, pp. 20 et s.).

¹⁰⁵ Voy. les termes du considérant 40 : « [l]e choix de loi en vertu du présent règlement devrait être valable même si la loi choisie ne prévoit pas de choix de loi en matière de succession ».

2. Le domaine de la loi choisie

D'après l'article 22, § 1^{er}, du règlement, la loi choisie par le futur défunt doit régir « l'ensemble de sa succession ». Cette expression doit se comprendre à la lumière de l'article 23, intitulé « portée de la loi applicable », qui précise en son premier paragraphe que la loi désignée « régit l'ensemble d'une succession » : elle s'entend dans les deux sens – horizontal et vertical – dans lesquels se conçoit l'étendue d'une succession.

Cette loi s'étend, sur le plan horizontal, à « l'intégralité du patrimoine composant la succession, quelle que soit la nature des biens et indépendamment du fait que ceux-ci sont situés dans un autre État membre ou dans un État tiers »¹⁰⁶. Mais elle s'étend aussi, sur le plan vertical, à l'ensemble des questions qu'il convient de régler, c'est-à-dire à l'ensemble des questions que le règlement décrit, en son article 23, comme comprises dans le domaine de la loi applicable à la succession, en ce compris « le transfert des biens, des droits et des obligations composant la succession aux héritiers et, selon le cas, aux légataires (...) », c'est-à-dire les questions d'administration de la succession¹⁰⁷. Le morcellement de la succession ne peut donc se concevoir ni sur le plan horizontal (celui de l'étendue dans l'espace du patrimoine successoral), ni sur celui vertical (celui de la chaîne des opérations à respecter, depuis l'ouverture de la succession jusqu'à l'attribution des biens à leurs bénéficiaires)¹⁰⁸.

Un ressortissant belge établi à Londres qui voudrait échapper aux formalités de transmission d'un patrimoine à cause de mort qu'impose le droit anglo-saxon ne pourrait, à titre d'exemple, opter à ce sujet pour la loi belge tout en laissant le droit anglais régir la dévolution de sa succession et l'ordre de ses successeurs : le choix qu'il ferait en faveur de la loi belge doit s'étendre à « l'ensemble » de sa succession, c'est-à-dire à toutes les questions comprises dans le domaine de la loi applicable à sa succession (art. 23, § 2).

Le seul morcellement qu'envisage le règlement est celui autorisé par les articles 24, § 2, et 25, § 3, qui autorisent l'auteur d'une disposition à cause de mort ou les parties à un pacte successoral à choisir une loi destinée à régir la recevabilité et la validité au fond de la disposition ou du pacte, en abandonnant les autres

¹⁰⁶ Tels sont les termes du considérant 37 *in fine*, qui précise expressément qu'il y a lieu d' « éviter le morcellement de la succession ».

¹⁰⁷ Voy. le considérant 42, d'après lequel « [l]a loi désignée (...) devrait régir la succession depuis son ouverture jusqu'au transfert de la propriété des biens composant la succession aux bénéficiaires (...). Elle devrait inclure les questions liées à l'administration de la succession et à la responsabilité à l'égard des dettes de la succession ».

¹⁰⁸ Art. 23, § 2, *litt. e*. Voy., particulièrement sur la distinction entre l'étendue « horizontale » et l'étendue « verticale » d'une succession, M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 764, évoquant à ce sujet les travaux de J. HÉRON.

questions concernant la succession à la loi successorale « ordinaire » – celle de la dernière résidence habituelle du défunt. La loi « d’envergure limitée » dont il est ainsi permis de faire choix est celle que le disposant ou les parties « aurai[en]t pu choisir en vertu de l’article 22, selon les conditions qui y sont fixées », c’est-à-dire celle de la nationalité du disposant ou d’une des parties dont la succession est réglée par le pacte (art. 24, § 2, et 25, § 3). Pareil choix partiel, cause d’un « morcellement » successoral d’un genre nouveau, pourrait paraître critiquable. Andrea Bonomi juge que son utilité est « loin d’être évidente » : « [h]ormis les problèmes d’interprétation qui lui sont inhérents, ce choix produit une scission fonctionnelle entre plusieurs aspects d’une seule succession, entraînant des difficultés de qualification et d’adaptation »¹⁰⁹. Le choix par le futur défunt d’une loi applicable à la recevabilité et à la validité d’une disposition à cause de mort est cependant utile dans le cas où la validité de la disposition n’est assise que sur un choix, par le futur défunt, de la loi applicable à sa succession, choix qui serait ultérieurement révoqué : le changement de loi applicable que cette révocation de la *professio juris* demeurerait sans incidence si le disposant avait pris la peine de soumettre la recevabilité et la validité au fond du pacte à une loi autonome. C’est pourquoi il faut conseiller à des parties qui s’engageraient dans la voie d’un pacte successoral inconnu du droit belge, non seulement de choisir la loi applicable à « l’ensemble » de leur succession, au sens de l’article 22, § 1^{er}, mais aussi de soumettre parallèlement, et expressément, la « recevabilité » et la « validité au fond » de leur pacte à la loi dont elles peuvent faire choix sur la base de l’article 25, § 3. La révocation ultérieure, éventuelle, de la *professio juris* qu’elles auraient exprimée restera alors sans incidence sur la recevabilité et la validité au fond du pacte : celui-ci déploiera ses effets dans le cadre de la loi de la dernière résidence habituelle du défunt.

¹⁰⁹ « Article 25 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., p. 413, n° 35.

¹¹⁰ Il se déduit de l’exemple qui précède que le notaire doit être très attentif, lorsqu’il conseille des parties appelées à établir leurs dispositions de dernières volontés, à éviter d’employer trop précipitamment, dans l’intitulé d’un nouveau testament, des formules trop générales comme « je révoque tous les testaments et autres dispositions de dernières volontés que j’aurais pu faire antérieurement à ce jour » : il faut d’abord interroger les parties sur une éventuelle *professio juris* qu’elles auraient expressément exprimée, et qui pourrait se trouver révoquée « à l’emporte-pièce ». Tout, précise A. Bonomi, est certes une question d’interprétation de la volonté du disposant, qui a pu maintenir sa *professio juris* malgré la révocation de ses dispositions antérieures (A. BONOMI, « Article 22 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., p. 328, n° 70), mais il vaut mieux, en cette matière, éviter de laisser la place à l’interprétation.

Un ressortissant allemand ayant sa résidence habituelle en Belgique a fait choix de la loi allemande pour régir « l'ensemble de sa succession » au sens de l'article 22, § 1^{er}. Il conclut par la suite un pacte successoral, dont la validité et les effets contraignants ne sont permis qu'en droit allemand. Si le choix de la loi allemande que le défunt a fait est par la suite révoqué, la loi belge deviendra applicable à la succession – sauf à juger que la simple conclusion du pacte contenait un choix implicite, et renouvelé, en faveur du droit allemand –, et la recevabilité et les effets contraignants du pacte pourraient s'en trouver en péril. Il est à conseiller que ce ressortissant allemand double le choix qu'il a fait du droit allemand d'un choix exprès, dans le pacte, en faveur de la même loi, pour en régir la « recevabilité » et la « validité au fond ». Ceux-ci seront maintenus, en dépit de la révocation qui aurait pu être faite, entretemps, du choix de loi appelé à régir « l'ensemble de la succession »¹¹⁰.

3. La forme du choix

L'article 22, § 2, précise que le choix du futur défunt est « formulé (...) dans une disposition revêtant la forme d'une disposition à cause de mort »¹¹¹. Celle-ci, comme cela arrivera la plupart du temps, pourra contenir d'autres dispositions que le choix par le futur défunt de la loi applicable à sa succession, mais ce n'est pas nécessaire : l'on pourrait fort bien imaginer que le futur défunt se borne à choisir la loi applicable à sa succession, dans le cadre de laquelle il pourra, s'il le souhaite, prendre ultérieurement d'autres dispositions pour préparer sa succession future. Le choix par le futur défunt de la loi applicable à sa succession prend en pareil cas la forme d'une disposition autonome :

« Je déclare posséder la nationalité britannique. Je suis originaire d'Angleterre. Je sou mets en conséquence l'ensemble de ma succession à la loi anglaise »¹¹².

Les termes de la disposition ont leur importance. Le choix de loi par le futur défunt pourrait en effet se borner à la « recevabilité » et la « validité au fond » d'une disposition de dernières volontés, conformément aux articles 24, § 2, et 25, § 3, du règlement : il s'agirait alors d'un choix de droit seulement « partiel », ne s'étendant pas à l'ensemble des questions concernant la succession au sens des articles 22, § 1^{er}, et 23, § 1^{er}, le futur défunt s'abandonnant pour le surplus à la loi successorale « ordinaire » (celle de l'État sur le territoire duquel il a fixé sa dernière résidence habituelle) (*supra*). C'est pourquoi, afin de lever toute

¹¹¹ Voy., sur le sens de cette expression, *supra*, note 72, dont il se déduit qu'un choix de droit pourrait, en Belgique, intervenir très tôt dans la vie d'une couple marié, par exemple à l'occasion de la conclusion d'un pacte Valkeniers.

¹¹² H. Rosoux et P. Wautelet suggèrent plutôt les termes : « Je choisis, pour régir ma succession, la loi anglaise » (« Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 125, 132 et 134).

incertitude, il paraît heureux d'employer dans la disposition l'expression, du reste recopiée du règlement, « l'ensemble de ma succession ».

Le choix de loi peut être « formulé de manière expresse » ou « résulte[r] des termes de [la] disposition » (art. 22, § 2). Le règlement n'impose donc pas nécessairement un choix exprès même si c'est assurément la formule à préférer¹¹³. Il autorise ainsi un choix de loi seulement « tacite » ou « implicite » : il faut dès lors, du moins, qu'il « résulte des termes [de la] disposition », ce qui, comme le soulignent Hélène Rosoux et Patrick Wautelet, exclut de se référer exclusivement à des éléments extrinsèques à celle-ci¹¹⁴. Le lieu où le testateur rédige son testament, ou la nationalité de l'autorité aux mains de laquelle il le confie, voire à laquelle – dans le cas d'un testament authentique, tel que nous le connaissons en droit belge – elle est dictée, seraient par exemple indifférents, si un choix de loi ne peut être inféré, minimalement, des termes mêmes de la disposition. « Le choix de la loi », précise ainsi le considérant 39, « pourrait être considéré comme résultant d'une disposition à cause de mort dans le cas où, par exemple, dans sa disposition, le défunt avait fait référence à des dispositions spécifiques de la loi de l'État de sa nationalité ou dans le cas où il avait mentionné cette loi d'une autre manière ». Les termes, on le voit, sont assez prudents : il faut minimalement que figure dans la disposition même une référence, fût-elle implicite ou indirecte. D'après Hélène Rosoux et Patrick Wautelet, il pourrait en être ainsi de la langue dans laquelle le disposant s'exprime, ou, mieux encore, de la référence à une institution de droit étranger, qui pourraient former l'indice d'un choix de loi pouvant être corroboré par d'autres éléments.

Les auteurs du règlement ont, en autorisant un choix seulement tacite de la loi applicable, voulu éviter que la volonté d'un défunt qui ne pourrait se déployer, du fait du contenu de la disposition, que dans le contexte d'une loi déterminée, soit méconnue parce qu'il n'aurait pas pris la peine de manifester en termes exprès son choix de cette législation. Mais, quelque louable que soit cette intention, en termes de respect pour l'autonomie de la volonté du (futur) défunt, il y a là une place considérable laissée à l'interprétation, source d'un contentieux dont il est difficile, aujourd'hui, de mesurer l'étendue¹¹⁵. L'on ne pourrait exclure, notamment, qu'il soit prêté au défunt une intention qu'il n'a pas eue, mais qui « résulterait », au sens de l'article 22, § 2, d'une rédaction peut être involontaire ou maladroite de ses dernières volontés. En particulier, souligne Marie Goré,

¹¹³ D'après Hélène Rosoux et Patrick Wautelet, « [s]eul un choix de loi exprès permet d'assurer la sécurité juridique recherchée dans le cadre d'une planification successorale » (H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, p. 133).

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 133.

¹¹⁵ *Ibid.*, ainsi que les références citées.

« certaines techniques d'anticipations peuvent être utilisées à des fins purement fiscales », et il ne faudrait pas que le choix de ces instruments porte à des conséquences civiles qui n'ont pas été vues ni désirées en tant que telles¹¹⁶.

La disposition à cause de mort contenant un choix de loi n'est efficace que si elle est valable. La validité en la forme de la disposition n'est pas problématique : elle obéit aux règles étudiées ci-dessus de la convention de La Haye du 5 octobre 1961, étendues par l'article 27 du règlement aux pactes successoraux. Sur le fond, la validité de la *professio juris* est soumise à la loi choisie (art. 22, § 3) : c'est cette loi qui déterminera « si la personne qui a choisi la loi savait ce qu'elle faisait en faisant ce choix et qu'elle avait consenti à le faire »¹¹⁷.

Le choix de la loi applicable peut être modifié ou révoqué sous la même forme que le choix lui-même, c'est-à-dire par une disposition à cause de mort¹¹⁸. La révocation pouvant sans doute être implicite, à l'instar du choix lui-même¹¹⁹, il faut être très circonspect lorsque l'on rédige un testament postérieur. Des formules trop hâtives comme celle, déjà dénoncée ci-dessus¹²⁰, selon laquelle le testateur « révoque tous les testaments et autres dispositions de dernières volontés faites antérieurement à ce jour » pourraient porter à des conséquences indésirables. De manière générale, les cas de révocation tacite étant abandonnés à la loi choisie par le testateur¹²¹, et celle-ci étant évolutive, il est recommandé que celui-ci réévalue, à intervalles réguliers, le choix qu'il a fait, et le soumette à l'avis d'un spécialiste, pour mettre ses attentes à l'abri des vicissitudes de l'évolution de la législation désignée¹²².

4. Le droit transitoire

Une règle inspirée par la faveur pour la validité des dernières volontés du défunt, et assez analogue à celle déjà rencontrée au sujet des pactes successoraux, étend l'application du règlement à des choix de lois exprimés avant son entrée en application. Pareils choix devront être respectés s'ils répondent aujourd'hui aux exigences de la loi déterminée par les dispositions du règlement, et il n'y a pas lieu en pareil cas de s'interroger sur leur validité à l'époque où ils ont été faits. Mais

¹¹⁶ « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 765.

¹¹⁷ Tels sont les termes du considérant 40.

¹¹⁸ M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 766.

¹¹⁹ A. BONOMI, « Article 22 », *op. cit.*, p. 327, n° 69.

¹²⁰ *Supra*, note 110.

¹²¹ A. BONOMI, « Article 22 », *op. cit.*, p. 328, n° 72.

¹²² A. BONOMI (*ibid.*, p. 329, n° 73), prend l'exemple de la révocabilité de plein droit, prévue par le droit anglais, d'un testament par mariage subséquent. L'on pourrait en Belgique prendre l'exemple du cas de caducité de plein droit que l'article 1038 du Code civil attache à l'aliénation postérieure du bien faisant l'objet de la disposition.

il y a plus : un choix qui, aujourd'hui, serait invalidé par le règlement, comme contenant un choix qu'il n'autorise pas à faire, serait néanmoins maintenu s'il était « valable en application des règles de droit international privé qui étaient en vigueur, au moment où [il] a été fait, dans l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle ou dans tout État dont il possédait la nationalité » (art. 83, § 2). Il s'agit là d'un régime d'une faveur exceptionnelle¹²³, rendant applicable au choix exprimé par le (futur) défunt la loi qui y est la plus favorable, la désignation de cette loi reposant sur des critères beaucoup plus larges, et nombreux, que la seule nationalité retenue, depuis le 17 août 2015, par l'article 22.

Supposons, à titre d'exemple, qu'un ressortissant français établi en France ait dans le passé, à l'occasion de l'acquisition d'un immeuble en Belgique, choisi la loi belge pour régir sa succession, et qu'il ait par la suite déménagé en Belgique, où il finit par décéder, après le 17 août 2015. Le choix de loi qu'il a exprimé à l'époque sera tenu pour valable, en application de l'article 79 du Code de droit international privé, puisqu'il a choisi la loi de l'État de la résidence habituelle qu'il avait au jour de son décès.

L'article 79 du Code de droit international privé, sous le bénéfice duquel le choix exprimé par le défunt est, dans cet exemple, validé, contenait une limitation d'importance à cette liberté de choix : elle ne pouvait, aux termes de cette disposition, « avoir pour résultat de priver un héritier d'un droit à la réserve que lui assure le droit [normalement applicable à sa succession] »¹²⁴. Toutefois, comme le précise Hélène Rosoux, « les anciennes règles de droit international privé nationales ne seront appliquées qu'*in favorem professio iuris*, c'est-à-dire uniquement dans la mesure où elles permettent de « sauver » un choix de loi antérieur »¹²⁵. Il est donc vraisemblable que la règle de sauvegarde de la réserve héréditaire prévue à l'article 79 du Code de droit international privé ne pourra plus être invoquée à l'encontre de dispositions de dernières volontés prises sous le bénéfice de cette disposition¹²⁶.

¹²³ P. Wautelet évoque une « tolérance exceptionnelle » (P. WAUTELET, « Article 83 », in *Le droit européen des successions. Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., p. 863, n° 19).

¹²⁴ *Supra*, notes 95 et 98.

¹²⁵ « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », op. cit., p. 164. Voy. aussi P. WAUTELET, « Article 83 », in A. BONOMI et P. WAUTELET, *Le droit européen des successions – Commentaire du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012*, op. cit., p. 863, n° 19 : « [l]a référence (...) aux règles de droit international privé des États membres vise à valider le choix de loi (...). Cette disposition ne peut donc jouer qu'en faveur de la validité de la *professio iuris* ».

¹²⁶ P. WAUTELET, « De Erfrechtverordening : toekomstmuziek of reeds bruikbaar ? », *T.E.P.*, 2013, p. 56 ; de manière plus nuancée, H. ROSOUX, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », op. cit., pp. 164 et 166, qui précise (p. 166) que le règlement « ne permet pas de tancher avec certitude la question de savoir si la finale de l'article 79 du Code de droit international privé permettra d'amoinrir les effets d'une *professio iuris* après l'entrée en application du Règlement ».

L'article 83, § 4, contient une seconde disposition transitoire, destinée à accroître la validité d'une disposition à cause de mort prise dans le passé : « [s]i une disposition à cause de mort, prise avant le 17 août 2015, est rédigée conformément à la loi que le défunt aurait pu choisir en vertu du présent règlement, cette loi est réputée avoir été choisie comme loi applicable à la succession ». Il y va, dès lors qu'une disposition de dernières volontés est conforme à la loi dont le disposant aurait pu faire choix, d'un choix de droit « présumé » s'appliquant « de manière automatique » à toute la succession, « sans même qu'il soit nécessaire de rechercher quelle était la volonté du *de cuius* »¹²⁷. Ce choix de loi « forcé », imposé au futur défunt le but d'assurer la permanence dans le temps des dispositions qu'il aurait prises, suscite des réserves de la part de la doctrine¹²⁸, car il pourrait aboutir à « méconnaître les intentions réelles du *de cuius* »¹²⁹.

V. Délivrer un « certificat successoral »

Le règlement consacre à la délivrance d'un certificat successoral européen des dispositions de droit uniforme, qui en font un instrument identique pour établir la qualité des héritiers et légataires, exécuteurs testamentaires et administrateurs d'une succession, sur le territoire de tous les États membres.

La délivrance de ce certificat n'est toutefois pas obligatoire, et les ayants droit peuvent se contenter de recourir aux instruments existant déjà dans le droit interne de chaque État.

La délivrance d'un certificat successoral, apte à identifier les ayants-droit capables de se mettre en possession des effets successoraux, voire d'en revendiquer la propriété, et à leur décerner un brevet de qualité représente une étape-clé du règlement – non seulement civil, mais aussi fiscal, d'une succession : de ce dernier point de vue, elle tend à se substituer à ce que l'on appelait autrefois l'« intitulé » de la déclaration de succession (ou de mutation par décès), c'est-à-dire

¹²⁷ H. ROSOUX, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », *op. cit.*, p. 163 ; voy. aussi P. WAUTELET, « Article 83 », *op. cit.*, p. 868, n° 31 : « (...) l'article 83, paragraphe 4, dépasse le sort de la seule disposition à cause de mort puisqu'il emporte des conséquences pour l'ensemble de la succession ».

¹²⁸ M. Goré, en particulier, exprime un certain malaise : « [f]aut-il comprendre (...) que si un Américain ayant sa résidence habituelle en France rédige une disposition à cause de mort, conformément à la loi américaine, contenant un *trust* par exemple, c'est la loi américaine qui est applicable à l'ensemble de la succession, alors même que cette disposition à cause de mort peut ne concerner que certains biens ? Voilà qui mérite une attention particulière ! » (M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 765 ; nous soulignons).

¹²⁹ H. ROSOUX, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », *op. cit.*, p. 163.

l'indication qui y était faite de la dévolution successorale ou de son origine¹³⁰. Deux voies s'offrent aux parties, qui sont d'ailleurs susceptibles de cumul : elles peuvent, si le document doit être utilisé dans un autre État membre aussi bien exiger un certificat successoral européen que « se contenter », même à cette fin, d'un autre « document » de droit interne « utilisé[...] à des fins similaires » dans les États membres, c'est-à-dire en Belgique d'un certificat d'hérédité ou acte de notoriété, au sens de l'article 1240*bis* du Code civil (art. 62, § 2 et 3, et 63, § 1^{er}, du règlement)¹³¹.

Nous aborderons successivement ces deux voies¹³².

A. Le certificat successoral européen

Le règlement successoral européen contient une partie de droit matériel uniforme, qui institue sur le territoire de tous les États membres qui y sont liés un instrument unique dénommé « certificat successoral européen », « destiné à être utilisé par les héritiers, les légataires ayant des droits directs à la succession et les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession qui, dans un autre État membre, doivent respectivement invoquer leur qualité ou exercer leurs droits en [cette qualité] » (art. 63, § 1^{er}). Le gouvernement belge a, dans le courant du mois d'août de cette année, indiqué à la Commission européenne, en exécution

¹³⁰ *Supra*, note 18.

¹³¹ Un avant-projet de loi « visant la mise en œuvre du règlement (UE) n° 650/2012 » a, dans la ligne de la réponse faite par le ministre de la Justice au député Raf Terwingen, le 16 février 2015 (quest. n° 172, QRVA 54 012, p. 160), été préparé par le gouvernement pour mettre le droit belge au diapason du règlement successoral européen. Il tend à substituer au certificat d'hérédité de l'article 1240*bis* du Code civil un nouvel instrument de droit belge tendant à fournir aux parties une « preuve d'hérédité » ayant les mêmes effets substantiels que le certificat successoral européen et qui, dans la mesure où il concerne des immeubles situés en Belgique, devrait, comme le certificat successoral européen lui-même, être transcrit dans les registres du conservateur des hypothèques. Cet avant-projet de loi n'avait, à l'époque où les présentes lignes ont été achevées d'écrire, pas été déposé sur le bureau de la Chambre des représentants. Il n'était pas public, et nous n'avons pu en tenir compte.

¹³² Il y a, précisent Alain-Laurent Verbeke et Elise Goossens, une vraie concurrence entre le certificat successoral européen et les instruments de droit interne qui servent les mêmes fins, et chaque héritier ou légataire, chaque exécuteur testamentaire ou administrateur de la succession se demandera chaque fois, *in concreto*, lequel il vaut mieux privilégier. Aussi bien tout est-il fait pour accroître le crédit que le certificat successoral européen peut offrir, et uniformiser la procédure tendant à sa délivrance sur le territoire de tous les États membres : c'est le gage de son exactitude et de son efficacité (E. GOOSSENS et A.-L. VERBEKE, « De procedurale aspecten van de Europese erfrechtverklaring », *op. cit.*, p. 279). E. Goossens évoque en particulier à cette fin la mise en place d'un « haut niveau de contrôle » (E. GOOSSENS, « De afgifte van de Europese erfrechtverklaring : een draaiboek voor de notaris », *Notamus*, 1/2015, p. 43).

des articles 64 et 78, § 1^{er}, *litt. c*, que les notaires étaient en Belgique des « autorités émettrices »¹³³ capables de décerner un tel certificat.

La délivrance d'un certificat successoral européen fait du notaire une autorité administrative, voire même quasiment juridictionnelle (de la juridiction gracieuse il s'entend, et sous la réserve d'un recours de droit commun devant les cours et tribunaux), invitée à suivre une « procédure »¹³⁴ que le règlement décrit dans le détail. Cette manière de travailler n'est certes pas fréquente dans le notariat : l'on ne connaît, à titre d'équivalent, comme fixant pareillement des étapes d'une procédure à suivre, que la procédure de liquidation-partage judiciaire – encore celle-ci est-elle à la disposition des parties, et est-il dès lors permis au notaire de s'en écarter. Mais dans ce cas-ci, la procédure (uniforme sur le territoire de tous les États membres), est obligatoire, et il ne peut y être dérogé : la procédure est ainsi uniformisée entre les États membres, quelle que soit l'autorité (judiciaire, administrative ou privée) à laquelle est conférée la compétence de délivrer le certificat¹³⁵. La transposition de cette procédure, particulièrement simple et lisible, au monde notarial belge, ne devrait pas être trop compliquée. Elle peut être synthétisée en quatre étapes-clés, que nous passerons brièvement en revue, avant de nous arrêter sur les conséquences juridiques qui s'attachent au certificat.

1. La demande du certificat

Le certificat successoral européen n'est pas délivré d'office. Le notaire en reçoit la demande (art. 65), laquelle, compte tenu des informations et documents attendus du demandeur, paraît devoir être nécessairement écrite¹³⁶. Cette demande ne peut émaner que d'une des personnes énumérées à l'article 63 (art. 65, § 1^{er})¹³⁷, prétendant invoquer leur qualité, ou exercer les droits que

¹³³ Telle est l'appellation officielle de l'article 64 du règlement.

¹³⁴ Cette expression est utilisée expressément par E. GOOSSENS et A.-L. VERBEKE, « De procedurale aspecten van de Europese erfrechtverklaring », *op. cit.*, p. 276.

¹³⁵ *Supra*, note 133.

¹³⁶ Comp. L. WEYTS, « De Europese Verordening op internationale nalatenschappen : denk er nu reeds aan bij het opmaken van een testament », *op. cit.*, p. 207 : « [i]k neem aan dat dit [het indienen van een aanvraag] mondeling n.a.v. een gesprek met de notaris kan en niet zo formalistisch moet geschieden als in de verordening beschreven staat. Hij helpt zijn cliënteel bij het verzamelen van alles wat nodig is voor het opmaken van de erfrechtverklaring »

¹³⁷ Il s'agit des héritiers, légataires « ayant des droits directs à la succession », des exécuteurs testamentaires et des administrateurs de la succession qui entendent invoquer leur qualité, ou exercer les droits que cette qualité leur confère, sur le territoire d'un autre État membre. Cette qualité doit être vérifiée à la lumière de la loi applicable à la succession. Pour les droits des légataires à titre particulier, voy. E. GOOSSENS, « De afgifte van de Europese erfrechtverklaring : een draaiboek voor de notaris »,

cette qualité leur confère, sur le territoire d'un autre État membre (art. 62, § 1^{er}, et 63, § 1^{er}).

La demande peut, mais ne doit pas, être adressée au notaire par le biais du formulaire-type publié par la Commission européenne, en exécution de l'article 65, § 2¹³⁸ : l'usage de ce formulaire-type est facultatif (art. 65, § 2). La demande de certificat successoral peut donc être présentée au notaire sur un autre support. Mais elle doit contenir les informations qu'énumère l'article 65, § 3. Parmi celles-ci figure l'indication de la « finalité à laquelle est destiné le certificat conformément à l'article 63 » : il doit donc s'agir d'établir, sur le territoire d'un autre État-membre, une qualité d'héritier, de légataire « ayant des droits directs à la succession », d'exécuteur testamentaire ou d'administrateur de la succession ou d'exercer les droits qui y sont liés, à titre d'exemple par l'appréhension, sur le territoire de cet État, d'un bien déterminé dépendant de la succession ou l'exercice devant ses juridictions d'une action en justice au nom de celle-ci.

Les informations que requiert l'article 65, § 3, comme reprenant le contenu de la demande de certificat, ne sont en réalité pas véritablement obligatoires. Elles ne doivent être communiquées à l'« autorité émettrice » que « pour autant que le demandeur en ait connaissance » et qu'elles « soient nécessaires pour que l'autorité émettrice puisse certifier les éléments que le demandeur souhaite voir certifier ». Leur défaut ne rend pas la demande de certificat nulle, ni même irrecevable. Mais il peut faire obstacle à son instruction par l'autorité émettrice. Celle-ci pourra inviter le demandeur à compléter sa demande, si elle juge les informations qui manquent indispensables à la délivrance du certificat (*cf.* art. 66, § 1^{er}).

La demande de certificat est accompagnée de l'original des documents pertinents ou de copies « répondant aux conditions requises pour en établir l'authenticité » (art. 65, § 3), étant précisé, toutefois, qu'« [a]ucune légalisation ni autre formalité analogue n'est exigée pour les documents délivrés dans un autre État membre dans le contexte du (...) règlement » (art. 74).

Le notaire doit, à titre d'exemple, se satisfaire de l'original ou d'une copie authentique d'un acte de décès délivré en Grèce ou en Allemagne, sans en exiger de légalisation ni d'apostille.

Une disposition spéciale précise par ailleurs que « [s]i le demandeur n'a pas pu produire des copies des documents pertinents répondant aux conditions requises pour en établir l'authenticité, l'autorité émettrice [le notaire, donc] peut décider d'accepter d'autres moyens de preuve » (art. 66, § 2).

op. cit., p. 42, qui suggère de vérifier si le légataire particulier est, au regard de la loi successorale, investi ou non d'une prérogative réelle sur le bien qui lui est légué.

¹³⁸ *Supra*, note 2.

Un acte de décès en bonne et due forme pourrait, à titre d'exemple, être remplacé lorsqu'il n'est pas possible de le rapporter, par une insertion funéraire ou une attestation de témoins, ou encore la mention du décès intervenu dans un acte, le tout, sous la responsabilité du notaire, qui joue ici un rôle actif.

2. L'instruction de la demande

Sous le titre « [e]xamen de la demande », l'article 66 invite le notaire à procéder à une l'instruction de la demande de certificat. Il s'agit, écrit Elise Goossens, d'une « disposition cruciale » du nouveau droit successoral européen, destinée à garantir le même niveau de contrôle de la part de toutes les autorités qui seront appelées, sur le territoire des différents États membres, à délivrer le certificat¹³⁹. L'« examen » auquel le notaire est appelé procède davantage d'une instruction que d'une simple étude de dossier. Le notaire ne se borne pas à « vérifie[r] les informations et les déclarations fournies par le demandeur ainsi que les documents et autres moyens de preuve présentés par celui-ci », mais il « mène les enquêtes nécessaires à cette vérification d'office » (art. 66, § 1^{er}). Il peut notamment, « si cela est nécessaire aux fins de l'établissement des éléments à certifier », « entend[re] toute personne intéressée » (*ibid.*, § 4), et il est habilité à se mettre en possession, d'office également, des « informations détenues, notamment, dans les registres fonciers, les registres de l'état civil et les registres consignant les documents et faits pertinents » auprès des autorités des autres États membres que leur droit national habilite à délivrer ces informations à une autre autorité nationale (*ibid.*, § 5)¹⁴⁰. Cette mission d'instruction peut même être publique, car, tandis qu'il « prend toutes les mesures nécessaires pour informer les bénéficiaires de la demande de certificat », le notaire peut « proc[é]der à des annonces publiques visant à donner à d'autres bénéficiaires éventuels la possibilité de faire valoir leurs droits » (*ibid.*, § 4).

Quels qu'étendus que paraissent être les pouvoirs du notaire destinataire de la demande de certificat, il ne s'agit pas, en ce qui le concerne, d'une nouveauté révolutionnaire. L'article 66 ne fait, au jugement d'Elise Goossens, qu'explicitier et affiner ce que le notaire belge fait déjà dans le cadre de la délivrance d'un certificat d'hérédité¹⁴¹.

¹³⁹ E. GOOSSENS, « De afgifte van de Europese erfrechtverklaring : een draaiboek voor de notaris », *op. cit.*, p. 43. Voy. *supra*, note 133.

¹⁴⁰ Voy. en Belgique l'article 236 du Code des droits d'enregistrement.

¹⁴¹ « Voor de Belgische notaris impliceert de behandeling van de aanvraag voor een Europese erfrechtverklaring geen grote wijzigingen. De procedure van artikel 66 vormt veeleer een explicitering en verfijning van wat de Belgische notaris nu reeds doet in het kader van de akte van erfopvolging, en

3. La délivrance du certificat, son contenu et les copies qui en sont décernées

L'instruction de la demande conduit le notaire à prendre une décision : celle de délivrer le certificat, ou de le refuser, ce qui peut se faire « en particulier » « si les éléments à certifier sont contestés » ou « si le certificat s'avère ne pas être conforme à une décision portant sur les mêmes éléments » (art. 67, § 1^{er}, al. 2).

Le notaire qui délivre le certificat doit utiliser à cette fin un formulaire-type que la Commission européenne a mis au point, et qui est paru au *Journal officiel* du 16 décembre 2014¹⁴². Ce formulaire, qui ressemble fort à un « check-list » permettant au notaire de ne rien oublier et qui est donc d'usage très commode¹⁴³, reflète les termes de l'article 68, qui précise le contenu obligatoire du certificat. Les informations qui y sont contenues ne sont obligatoires que « dans la mesure où elles sont nécessaires à la finalité » (précisée, on le rappelle, dans la demande) aux fins de laquelle il est délivré. Aussi, la Commission européenne a-t-elle mis au point un formulaire suffisamment bref pour rester gérable, qui contient toutes les informations qui s'imposent en principe pour toute succession, tandis que des annexes, dont l'utilisation est facultative, permettent de compléter ces informations minimales¹⁴⁴.

Le notaire ne remet jamais l'original du certificat, qu'il conserve, raison pour laquelle l'application des dispositions de loi de Ventôse au certificat successoral européen n'est guère problématique : le notaire conserve le certificat, qu'il peut à notre sens dresser en la forme authentique ou, mieux encore, déposer au rang de ses minutes, puisqu'il s'agit de l'intervention officielle d'un officier public ; il en remet ce que le règlement appelle des « copies conformes » (des expéditions,

geen trendbreuk » (E. GOOSSENS, « De afgifte van de Europese erfrechtverklaring : een draaiboek voor de notaris », *op. cit.*, pp. 43-44).

¹⁴² *Supra*, note 2. Le modèle du certificat successoral européen a été reproduit dans les actes de la journée d'études organisée le 9 juin 2015 par le Conseil francophone de la Fédération royale du notariat belge. Il est disponible sur le portail e-Justice européen, aussi bien en format Word qu'en format PDF (https://e-justice.europa.eu/content_successions-166-fr.do).

¹⁴³ A.-L. VERBEKE et E. GOOSSENS, « De procedurale aspecten van de Europese erfrechtverklaring », *op. cit.*, p. 283.

¹⁴⁴ Les annexes III et IV sont particulièrement importantes. Elles portent sur le régime matrimonial ou le régime patrimonial du défunt (III) et le statut ou les droits des héritiers (exercice de l'option successorale, causes d'exclusion et énumération des biens leur dévolus) (IV). Les autres annexes ont moins d'importance. Elles concernent, respectivement, les renseignements concernant le demandeur lorsque celui-ci est une personne morale (I), le ou les représentants du demandeur lorsque celui-ci a donné une procuration ou est représenté par un parent, un tuteur ou un administrateur (II), le statut ou les droits des légataires ayant des droits directs à la succession (V) et les pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession (VI).

donc) « au demandeur et à toute personne justifiant d'un intérêt légitime » (art. 70, § 1^{er}).

Au regard de la pratique notariale actuelle, le notaire délivrant la « copie conforme » d'un certificat successoral européen doit être attentif à deux particularités du droit européen uniforme :

- il doit tenir une liste des personnes à qui il a délivré des copies conformes (art. 70, § 2) et ce, aux fins de pouvoir les informer en cas de rectification, de modification ou de retrait du certificat (art. 71, § 3) ou de suspension de ses effets (art. 73, § 2) ;
- il doit indiquer sur la copie conforme qu'il délivre la durée de validité de celle-ci, laquelle est « limitée à six mois » et ce, « sous la forme d'une date d'expiration » (il ne suffit donc pas d'y préciser la date de délivrance) (art. 70, § 3)¹⁴⁵⁻¹⁴⁶.

Il est en outre possible que le notaire aura à procéder, dans l'avenir, à l'enregistrement du certificat qu'il délivrera dans une banque de données de droit belge appelée à être interconnectée avec celle développée par d'autres États membres : le notaire invité à délivrer un certificat successoral européen saura dès lors si pareil certificat n'a pas déjà été délivré par une autre autorité, à laquelle il pourra renvoyer le demandeur¹⁴⁷.

4. Le retrait, la modification ou la rectification du certificat et les recours dont il fait l'objet

La décision de délivrer le certificat (ou de le refuser) est un acte d'administration privée ou de justice gracieuse susceptible d'un recours en justice : « toute personne habilitée à présenter une demande de certificat » (pas forcément le demandeur, donc, mais aussi un autre ayant-droit, un exécuteur testamentaire ou l'administrateur d'une succession) peut former un recours contre la décision du notaire de délivrer le certificat ou de le refuser (art. 72, § 1^{er}, al. 1^{er}) et ce, « devant une autorité judiciaire de l'État membre dont relève l'autorité émettrice », « conformément au droit de cet État » (*ibid.*, al. 3). Il s'agira en Belgique, aussi longtemps qu'aucune loi spéciale n'est adoptée en cette matière, du tribunal de première

¹⁴⁵ « Dans des cas exceptionnels dûment justifiés, l'autorité émettrice peut, à titre dérogatoire, décider d'allonger la durée de validité » (art. 70, § 3). Elise Goossens prend l'exemple de successions très complexes, comportant des biens situés sur le territoire de plusieurs États membres (E. GOOSSENS, « De afgifte van de Europese erfrechtverklaring : een draaiboek voor de notaris », *op. cit.*, p. 44).

¹⁴⁶ Le but de cette limitation de durée est d'assurer que les données attestées sont toujours d'actualité (E. GOOSSENS et A.-L. VERBEKE, « De procedurale aspecten van de Europese erfrechtverklaring », *op. cit.*, pp. 284 et 291).

¹⁴⁷ Telle serait la teneur de l'avant-projet de loi évoqué *supra*, à la note 131.

instance, compétent au titre de sa compétence ordinaire (art. 568, al. 1^{er}, C. jud.)¹⁴⁸. Si, sur ce recours, le tribunal juge que le certificat délivré « ne correspond pas à la réalité », il « rectifie ou modifie le certificat, procède à son retrait » ou ordonne à l'autorité émettrice de le rectifier, de le modifier ou de le retirer. Si c'est par contre le refus de certificat qui est jugé infondé, le tribunal « délivre le certificat ou veille à ce que l'autorité émettrice réexamine le dossier et prenne une nouvelle décision » (art. 72, § 2)¹⁴⁹.

En dehors de tout recours judiciaire, il est aussi permis que l'autorité émettrice, agissant toujours dans le cadre d'un acte d'administration privée :

- rectifie le certificat en cas d'erreur matérielle, ce qu'elle peut faire aussi bien d'office qu'à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime à cette fin (art. 71, § 1^{er}) ;
- modifie le certificat ou procède à son retrait, ce qu'elle peut faire à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime ou même, si son droit national le permet (ce qui ne semble pas être le cas du droit belge), d'office, lorsqu'il est établi que le certificat ou certains des éléments qu'il contient « ne correspondent pas à la réalité » (art. 71, § 2).

Dans l'un et l'autre cas, l'autorité émettrice doit informer sans délai toutes les personnes qui se sont vu délivrer des copies du certificat de la rectification, de la modification ou du retrait (art. 71, § 3)¹⁵⁰.

5. Les effets du certificat

Le certificat successoral européen est un instrument uniforme dont les effets sont reconnus de plein droit dans tous les États membres, sans qu'il soit besoin de légalisation et d'apostille (art. 74), et, surtout, « sans qu'il soit besoin de recourir à aucune procédure » (art. 69, § 1^{er}).

Ces effets sont de droit uniforme, et directement réglés par le droit européen. Ils sont plus étendus que ceux qui sont actuellement reconnus, en vertu de l'article 1240*bis*, du Code civil, au certificat d'hérédité du droit belge, et forment ainsi la principale raison de recourir à cet instrument.

¹⁴⁸ L'on aurait pu songer aussi au tribunal de la famille, mais celui-ci n'exerce qu'une compétence spéciale (art. 572*bis*, C. jud.).

¹⁴⁹ Une règle spéciale permet au tribunal de suspendre les effets d'un certificat successoral contesté (art. 73, § 1^{er}, *litt. b*). Il lui revient en pareil cas d'en « informe[r] sans délai toutes les personnes qui se sont vu délivrer des copies » du certificat. L'autorité émettrice doit, de son côté, s'abstenir de délivrer de nouvelles copies du certificat, pendant la période de suspension (art. 73, § 2).

¹⁵⁰ La procédure « gracieuse » de rectification, de modification ou de retrait du certificat peut impliquer, de la part de l'autorité émettrice, la suspension de ses effets, laquelle intervient « à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime » (art. 73, § 1^{er}, *litt. a*).

Ces effets sont au nombre de trois :

- le premier est au niveau de la force probante, et attache au certificat une présomption de véracité permettant aux porteurs ou bénéficiaires du certificat (héritiers, légataires ayant des droits directs à la succession, exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession) d'établir cette qualité sans avoir à produire d'autres moyens de preuve (art. 69, § 2) ;
- le deuxième, assez analogue à l'effet que l'article 1240*bis* du Code civil, attache au certificat d'hérédité du droit belge, se situe au niveau du possessoire, et permet aux porteurs ou bénéficiaires du certificat de se saisir des effets successoraux, c'est-à-dire de se les faire remettre et d'en donner quittance, à l'entière décharge des personnes qui, « agissant sur la base des informations certifiées dans le certificat, effectue[nt] des paiements ou remet[tent] des biens » aux personnes que le certificat indique comme ayant le pouvoir de les recevoir (art. 69, § 3) ;
- le troisième, qui va au-delà de l'effet que l'article 1240*bis*, du Code civil, attache au certificat d'hérédité, se situe au niveau du pétitoire et permet aux tiers sous-acquéreurs qui ont acquis un bien de la part du porteur ou du bénéficiaire du certificat de se prévaloir de la bonne foi, comme si ce porteur ou ce bénéficiaire avait le pouvoir de disposer du bien qu'il lui a vendu ou donné (art. 69, § 4). Le règlement n'a certes pas le pouvoir de statuer sur la propriété du tiers sous-acquéreur, mais il revêt celui-ci de la protection qui, en chaque ordre juridique de situation du bien, revient au tiers sous-acquéreur de bonne foi¹⁵¹.

Il est précisé que le tiers n'est pas autorisé à se prévaloir de ces deux derniers effets (au possessoire et au pétitoire) « s'[il] sait que le contenu du certificat ne correspond pas à la réalité ou s'[il] [ne] l'ignore [qu']en raison d'une négligence grave » (art. 69, §§ 3 et 4, *in fine*).

L'article 69, § 5, précise que « [l]e certificat constitue un document valable pour l'inscription d'un bien successoral dans le registre pertinent d'un État membre ». Étant donné que le règlement ne règle ni « la nature des droits réels », ni l'« inscription dans un registre de droits immobiliers ou mobiliers, y compris les exigences légales applicables à une telle inscription, ainsi que les effets de

¹⁵¹ Voy. la finale du considérant 71 : « [i]l n'appartient pas au présent règlement de déterminer si l'acquisition [du] bien par un tiers est effective ou non » mais d'octroyer « une protection adéquate » « à toute personne qui, en se fiant à l'exactitude des informations certifiées dans le certificat », a « agi de bonne foi » en « effectuant un paiement ou en remettant un bien successoral à une personne » qui y est mentionnée « comme étant en droit d'accepter ce paiement » ou qui « achète ou reçoit un bien successoral » d'une qui y est mentionnée « comme étant en droit de disposer de ce bien ».

l'inscription ou de l'absence d'inscription de ces droits dans un registre » (art. 1^{er}, *litt. k et l*), cette disposition relève d'une habilitation donnée aux États membres d'admettre le certificat à la transcription dans le registre. Le législateur belge pourrait, à terme, faire usage de cette habilitation¹⁵².

B. Le certificat successoral de droit interne

L'usage du certificat successoral européen n'est – même en présence d'une succession internationale – pas obligatoire (art. 62, § 2) : il « ne se substitue pas aux documents internes utilisés à des fins similaires dans les États membres » (art. 62, § 3). À côté du certificat successoral européen, il est toujours permis au notaire de remettre aux héritiers ou légataires qui le sollicitent un certificat successoral de droit belge, tel qu'il existe depuis l'insertion dans le Code civil de l'article 1240*bis*, du Code civil. Ce certificat, pensons-nous, contient un acte, au sens d'acte authentique susceptible de circuler librement en Europe selon les règles ordinaires de reconnaissance et d'exécution des actes authentiques. Il contient en effet une attestation de l'état du droit, décernée à sa requête à un particulier qui entend s'en prévaloir. Il est donc bien un acte juridique. Il bénéficie en ce sens des dispositions des articles 59 à 61 et du règlement :

- il déploie, moyennant la délivrance par le notaire, outre de l'expédition de l'acte, du formulaire-type destiné à en asseoir la force probante, une force probante identique, sur le territoire de tous les États membres, à celle qu'il déploie en Belgique. Cette force probante ne peut être mise en doute que si l'authenticité de l'instrument est contestée, ce qui ne peut se faire que devant les juridictions de l'État membre d'origine (art. 59, §§ 1^{er} et 2) ;
- quant aux relations juridiques qu'il constate, il n'est valable que s'il est établi conformément aux prescriptions de la loi successorale applicable, dont l'opération est vérifiée par les juridictions saisies du litige selon les règles de compétence du règlement (art. 59, §§ 3 et 4).

La circulation des certificats d'hérédité de droit interne est donc assurée, sous la réserve qu'ils ne peuvent produire plus d'effets, sur le territoire des autres États membres, qu'ils n'en ont sur le territoire des États dont ils émanent.

¹⁵² *Supra*, note 131.

VI. Anticiper une succession à venir

Le choix offert au futur défunt de déterminer lui-même la loi applicable à sa succession, pourvu qu'il opte pour sa loi nationale, est d'un grand secours pour la pratique notariale. C'est par là que s'achève la présente contribution.

Il est impossible d'entrer dans le détail de la programmation (ou « anticipation »¹⁵³) successorale à laquelle la *professio juris* mise en place par l'article 22 du règlement (et, accessoirement, par ses articles 24, § 2, et 25, § 3, qui envisagent un choix de loi partiel, limité à la « recevabilité » et la « validité au fond » d'une disposition à cause de mort¹⁵⁴) invite le notaire. Il est cependant permis, en guise de conclusion, de tirer les enseignements des paragraphes qui précèdent sur le choix que le futur défunt peut faire de la loi applicable à sa succession¹⁵⁵.

La *professio juris* est un réflexe qu'il faut tenir à l'esprit, au moment d'entamer la rédaction d'un testament (ou, plus généralement, d'une disposition de dernières volontés¹⁵⁶). Elle doit permettre à un expatrié belge, qui a conservé de nombreuses attaches avec son pays d'origine, notamment parce qu'il y possède encore l'essentiel de son patrimoine ou y laisse ses héritiers ou légataires, d'opter pour la loi belge et de programmer sa succession dans le cadre de cette loi, comme elle doit permettre à un étranger résidant en Belgique de bénéficier aux mêmes fins des bienfaits de sa loi nationale. De manière générale, elle permet au futur défunt de se doter d'un cadre de raisonnement pouvant aller, si tous ses héritiers ou légataires s'accordent à ce sujet, jusqu'à déterminer le juge compétent pour connaître d'éventuels litiges successoraux ou le notaire qui sera appelé à délivrer un certificat successoral européen¹⁵⁷.

Un tel choix donne à l'individu une maîtrise de l'environnement juridique dans le cadre duquel se déroulera sa succession. C'est mieux sans doute, pour lui, que de se voir imposer une loi qu'il n'a voulue qu'indirectement, par la fixation de sa résidence habituelle. Surtout, un tel choix :

- lève les incertitudes qui, dans le cas de personnes voyageant abondamment ou qui partagent leur vie entre plusieurs États, peuvent entourer la

¹⁵³ M. GORÉ, « La *professio juris* », *op. cit.*, pp. 762 et s.

¹⁵⁴ *Supra*, IV, lettre B, pt 2.

¹⁵⁵ Nous ne pouvons aller au-delà : les conseils à prodiguer à un (futur) défunt sont multiples, et s'étendent à d'autres éléments que le choix de la loi applicable à sa succession. Il pourrait en aller ainsi de la structuration de son patrimoine, ou du choix de son lieu de vie. Il s'agit d'aspects moins visibles de la programmation patrimoniale, impliquant du reste des considérations fiscales souvent, davantage que civiles.

¹⁵⁶ Ainsi, nous l'avons déjà dit, d'une institution contractuelle ou d'un « pacte Valkeniers ».

¹⁵⁷ *Supra*, III.

détermination de la loi successorale¹⁵⁸ (l'alternative, qui consiste pour le futur défunt à exprimer sa propre décision quant à l'endroit où se trouve, de son point de vue, sa résidence habituelle, n'est qu'à recommander avec réserve, dans la mesure où cette décision du défunt pourrait être contestée en justice, et ne serait qu'un indice pouvant emporter la conviction du juge¹⁵⁹) ;

- évite les aléas qui entourent l'application de la clause d'exception et du renvoi : l'un et l'autre sont exclus en présence d'un choix de la loi applicable (art. 21, § 2, et 34, § 2)¹⁶⁰ ;
- crée un cadre de raisonnement unique, dans lequel seront appréciées non seulement la dévolution de la succession, mais aussi la validité et l'efficacité *post mortem* d'autres institutions de droit patrimonial auxquelles le futur défunt aurait pu avoir recours de son vivant, comme un avantage matrimonial, une libéralité ou tout autre acte de planification patrimoniale. Le futur défunt peut en particulier s'assurer, en optant pour la loi qui s'applique par ailleurs à son régime matrimonial, qu'une même loi s'appliquera à la liquidation de son régime matrimonial et à celle de sa succession, et consolider ce faisant une planification à laquelle il a procédé par le biais d'un contrat de mariage¹⁶¹. C'est l'effet que Marie Goré appelle de « consolidation des actes d'anticipation successorale »¹⁶², c'est-à-dire d'accroître la sécurité juridique des opérations de planification successorale auxquelles le futur défunt aura pu procéder de son vivant, notamment – mais pas exclusivement – en « assur[ant] une bonne coordination entre la loi applicable au régime [matrimonial] et celle applicable à la succession »¹⁶³.

¹⁵⁸ H. ROSOUX et P. WAUTELET, « Rédaction de dispositions à cause de mort dans un contexte international », *op. cit.*, pp. 103 et 131.

¹⁵⁹ *Supra*, note 63.

¹⁶⁰ H. ROSOUX, « Arrêt sur le régime transitoire du Règlement successions », *op. cit.*, p. 159.

¹⁶¹ De manière générale, H. Rosoux et P. Wautelet estiment que la raison principale pouvant conduire un futur *de cujus* à opter pour une loi successorale est d'assurer la pérennité ou l'efficacité de la planification successorale qu'il aurait mise en place. Le contrat de mariage ne constitue à cet égard qu'un exemple parmi d'autres (*op. cit.*, pp. 130-131).

¹⁶² « La *professio juris* », *op. cit.*, p. 763.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 765. Cela tombe bien, puisqu'en Belgique il est désormais permis au (futur) défunt de choisir aussi bien loi applicable à son régime matrimonial (art. 49, C. DIP) qu'à sa succession (art. 22, § 1^{er}, du règlement) : ces deux lois doivent il nous semble correspondre, pour éviter toute contradiction et même, tout simplement, toute question de délimitation.

Sigrid, ressortissante allemande établie en Belgique, a fait sur le conseil d'un juriste allemand quelques donations à ses proches. Ces donations n'excèdent pas la quotité disponible du droit allemand, à savoir la moitié de la part à laquelle chaque héritier nécessaire peut prétendre ab intestat (§ 2303, BGB). Pour s'assurer que ces donations ne pourront être remises en cause à son décès sur la base du droit belge, Sigrid peut soumettre sa succession à la loi allemande, loi du pays de sa nationalité.

Le choix par le futur défunt de sa loi nationale conduit aussi à importer sur le territoire de l'État de sa résidence habituelle des institutions qui sont inconnues du droit de cet État, comme des pactes successoraux ou des substitutions fidéicommissaires¹⁶⁴. Il s'agit d'un effet plus ambivalent, car les institutions qui peuvent ainsi déployer leurs effets sur le territoire d'un État qui ne les connaît pas, et parfois n'en veut pas et ne possède aucun moyen de les rejeter (sous réserve du recours, très incertain, à l'exception d'ordre public et à la fraude à la loi¹⁶⁵) consiste souvent en l'exhérédation d'héritiers réservataires : l'unification du droit européen des successions est sans doute au prix de ce « sacrifice ».

Benedikt, ressortissant hollandais fixé en Belgique, peut, en optant pour le droit hollandais, instituer son épouse pour sa légataire universelle, à l'unique charge pour elle de remettre à son propre décès la part qui leur revient à ses enfants. Cette figure, connue du droit néerlandais, conduit à priver les enfants de leur réserve au moment du premier décès, et à reporter ses droits au moment du second. Elle ne paraît pas pouvoir être remise en cause au nom de l'ordre public international privé belge¹⁶⁶.

*

* *

Peu de temps après la promulgation du règlement et sa publication au *Journal officiel*, des auteurs de renom ont attiré l'attention du monde notarial sur les potentialités qu'il offrait en termes d'anticipation d'une succession à venir. Nicolas Geelhand de Merxem, en particulier, a rapidement relevé qu'il était du devoir du notaire appelé à conseiller un futur défunt soucieux de préparer sa succession d'attirer son attention sur la circonstance qu'il pouvait opter pour sa loi nationale pour régir cette dernière. L'auteur ajoutait même que le notaire devait lui proposer de « faire vérifier par un notaire étranger si [cette loi] ne correspond[ait]

¹⁶⁴ Cet effet de la *professio juris* est particulièrement mis en évidence par N. GEELHAND DE MERXEM, « Le nouveau droit international privé en matière de successions : déjà utile ? », *op. cit.*, pp. 473 et s., qui parle d'une nouveauté « révolutionnaire ». Il suscite des commentaires en sens divers (not. V. ROSENAU, « Le règlement successoral européen : la réserve et les pactes successoraux », *op. cit.*, pp. 20 et s.).

¹⁶⁵ *Supra*, note 104.

¹⁶⁶ Cet exemple est donné par N. GEELHAND DE MERXEM, « Le nouveau droit international privé en matière de successions : déjà utile ? », *op. cit.*, p. 472.

pas mieux à ses besoins »¹⁶⁷. C'est sur cet appel à la collaboration du monde notarial, par-delà les frontières, que nous voudrions conclure. La voix de ces auteurs, volontariste et positive, et du reste déjà largement entendue dans les cénacles notariaux, ne peut aller qu'en s'amplifiant. Elle doit orienter puissamment la pratique notariale.

¹⁶⁷ « Le nouveau droit international privé en matière de successions : déjà utile ? », *op. cit.*, p. 470. Adde L. WEYTS, « De Europese Verordening op internationale nalatenschappen : denk er nu reeds aan bij het opmaken van een testament », *op. cit.*, p. 208 : « [de Europese Verordening] zet ons notarissen aan om bij testamenten, naast de vele andere aandachtspunten, aanvraag te doen bij de erflater of hij buitenlands goed heeft of van plan is om naar een vreemd land te verhuizen. Men overweegt dan samen met hem voor een bepaald recht te kiezen voor zijn latere nalatenschap, namelijk dat van zijn nieuwe woonplaats in het buitenland of dat van zijn nationaliteit ».

VII. Annexe

ANNEXE 5

FORMULAIRE V

<p align="center">CERTIFICAT SUCCESSORAL EUROPÉEN</p> <p align="center">(article 67 du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen ¹⁾)</p>
<p align="center">L'original du présent certificat reste en la possession de l'autorité émettrice</p> <p align="center">Les copies certifiées conformes du présent certificat sont valables jusqu'à la date indiquée dans le champ prévu à cet effet à la fin de ce formulaire</p>
<p>Annexes incluses dans le certificat*</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe I — Renseignements concernant le ou les demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont des personnes morales)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe II — Renseignements concernant le représentant du ou des demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont représentés)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe III — Informations sur le régime matrimonial ou le régime patrimonial équivalent du défunt (OBLIGATOIRE si le défunt était soumis à un tel régime au moment du décès)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe IV — Statut et droits du ou des héritiers (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe V — Statut et droits du ou des légataires ayant des droits directs à la succession (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe VI — Pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments)</p> <p><input type="checkbox"/> Aucune annexe n'est incluse</p>
<p>1. État membre dont relève l'autorité émettrice *</p> <p><input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/></p>

¹⁾ JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.

* Informations obligatoires.

Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche
☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

2. Autorité émettrice

2.1. Nom et désignation de l'autorité*:

2.2. Adresse

2.2.1. Numéro/boîte postale et rue*:

2.2.2. Localité et code postal*:

2.3. Téléphone:

2.4. Télécopieur:

2.5. Adresse électronique:

3. Informations sur le dossier

3.1. Numéro de référence*:

3.2. Date (jj/mm/aaaa) d'émission du certificat*:

4. Compétence de l'autorité émettrice (article 64 du règlement (UE) n° 650/2012)

4.1 L'autorité émettrice est située dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes pour régler la succession conformément à*

- ☐ l'article 4 du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence générale)
☐ l'article 7, point a), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
☐ l'article 7, point b), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
☐ l'article 7, point c), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
☐ l'article 10 du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétences subsidiaires)
☐ l'article 11 du règlement (UE) n° 650/2012 (*Forum necessitatis*)

4.2. Éléments supplémentaires sur la base desquels l'autorité émettrice s'estime compétente pour délivrer le certificat²:

2. Veuillez indiquer des renseignements tels que la dernière résidence habituelle du défunt ou l'existence d'un accord d'élection de for.

5. Renseignements concernant le demandeur (personne physique ³)

5.1. Nom et prénom(s)*:

5.2. Nom à la naissance (si différent du point 5.1.):

5.3. Sexe*

5.3.1. ☐ M

5.3.2. ☐ F

5.4. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance [ville/pays (code ISO)]*:

5.5. État civil*

5.5.1. ☐ Célibataire

5.5.2. ☐ Marié(e)

5.5.3. ☐ Partenaire enregistré(e)

5.5.4. ☐ Divorcé(e)

5.5.5. ☐ Veuf/veuve

5.5.6. ☐ Autre (veuillez préciser):

5.6. Nationalité*

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

5.7. Numéro d'identification ⁴

5.7.1. Numéro national d'identité:

5.7.2. Numéro de sécurité sociale:

5.7.3. Numéro fiscal:

5.7.4. Autre (veuillez préciser):

5.8. Adresse

5.8.1. Numéro/boîte postale et rue*:

5.8.2. Localité et code postal*:

5.8.3. Pays*

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

3. Pour les personnes morales, veuillez compléter et joindre l'annexe I.
S'il y a plusieurs demandeurs, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
4. Pour le représentant, veuillez compléter et joindre l'annexe II.
Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

5.9. Téléphone:

5.10. Télécopieur:

5.11. Adresse électronique:

5.12. Lien avec le défunt

☐ Fils ☐ Fille ☐ Père ☐ Mère ☐ Petit-fils ☐ Petite-fille ☐ Grand-père

☐ Grand-mère ☐ Conjoint ☐ Partenaire enregistré(e) ☐ Partenaire de fait ⁵ ☐ Frère ☐ Sœur

☐ Neveu ☐ Nièce ☐ Oncle ☐ Tante ☐ Cousin(e) ☐ Autre (veuillez préciser):

6. Renseignements concernant le défunt

6.1. Nom et prénom(s)*:

6.2. Nom à la naissance (si différent du point 6.1.):

6.3. Sexe*

6.3.1. ☐ M

6.3.2. ☐ F

6.4. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance [ville/pays (code ISO)]*:

6.5. État civil au moment du décès*

6.5.1. ☐ Célibataire

6.5.2. ☐ Marié(e)

6.5.3. ☐ Partenaire enregistré(e)

6.5.4. ☐ Divorcé(e)

6.5.5. ☐ Veuf/veuve

6.5.6. ☐ Autre (veuillez préciser):

6.6. Nationalité*

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

6.7. Numéro d'identification⁴

6.7.1. Numéro national d'identité:

6.7.2. Numéro de sécurité sociale:

6.7.3. Numéro fiscal:

6.7.4. Numéro d'acte de naissance:

6.7.5. Autre (veuillez préciser):

6.8. Adresse au moment du décès

5. La notion de «partenaire de fait» englobe les formes juridiques de la cohabitation qui existent dans certains États membres, telles que «sambo» (Suède) ou «avopuoliso» (Finlande).

6.8.1. Numéro/boîte postale et rue*:

.....

6.8.2. Localité et code postal*:

6.8.3. Pays*

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐

☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche

☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

6.9. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de décès*:

.....

6.9.1. Numéro de certificat de décès, date et lieu d'émission:

.....

7. Succession testamentaire/ab intestat

7.1. La succession est*

7.1.1. ☐ testamentaire

7.1.2. ☐ ab intestat

7.1.3. ☐ partiellement testamentaire et partiellement ab intestat

7.2. Si la succession est testamentaire en tout ou en partie, le certificat se base sur la ou les dispositions à cause de mort valables suivantes ⁶

7.2.1. Type: ☐ Testament ☐ Testament conjointif ☐ Pacte successoral

7.2.2. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été rédigée:

7.2.3. Lieu où elle a été rédigée [ville/pays (code ISO)]:

7.2.4. Nom et désignation de l'autorité devant laquelle elle a été établie:

.....

7.2.5. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été enregistrée ou déposée:

7.2.6. Désignation du registre ou du dépositaire:

.....

7.2.7. Numéro de référence de la disposition dans le registre ou auprès du dépositaire:

.....

7.2.8. Autre numéro de référence:

7.3. À la connaissance de l'autorité émettrice, les autres dispositions à cause de mort établies par le défunt, et qui ont été révoquées ou déclarées nulles et non avenues, sont les suivantes⁶

7.3.1. Type: ☐ Testament ☐ Testament conjointif ☐ Pacte successoral

7.3.2. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été rédigée:

7.3.3. Lieu où elle a été rédigée [ville/pays (code ISO)]:

7.3.4. Nom et désignation de l'autorité devant laquelle elle a été établie:

.....

7.3.5. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été enregistrée ou déposée:

.....

6. S'il y a plusieurs dispositions à cause de mort, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

7.3.6. Désignation du registre ou du dépositaire:

7.3.7. Numéro de référence de la disposition dans le registre ou auprès du dépositaire:

7.3.8. Autre numéro de référence:

7.4. Autres informations utiles en rapport avec l'article 68, point j), du règlement (UE) n° 605/2012 (veuillez préciser):

8. Loi applicable à la succession

8.1. La loi applicable à la succession est celle du pays suivant*

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐
☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche
☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède
☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

8.2. La loi applicable a été déterminée sur la base des éléments suivants*

8.2.1. ☐ Le défunt avait sa résidence habituelle dans cet État au moment de son décès (article 21, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012).

8.2.2. ☐ Le défunt a choisi la loi de l'État dont il possédait la nationalité (article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012) (voir point 7.2.).

8.2.3. ☐ Le défunt présentait des liens manifestement plus étroits avec cet État qu'avec l'État de sa résidence habituelle (article 21, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012), veuillez préciser:

8.2.4. ☐ La loi d'un État tiers appliquée en vertu de l'article 21, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012 renvoie à la loi de cet État (article 34, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012). Veuillez préciser:.....

8.3. ☐ La loi applicable est celle d'un État doté de plusieurs systèmes juridiques (articles 36 et 37 du règlement (UE) n° 650/2012). Les règles de droit suivantes sont applicables (veuillez préciser, selon le cas, l'unité territoriale):.....

8.4. ☐ Des dispositions spéciales sont applicables, qui imposent des restrictions concernant la succession portant sur certains biens du défunt ou ayant une incidence sur celle-ci (article 30 du règlement (UE) n° 650/2012) (veuillez préciser les dispositions et biens concernés):

L'autorité certifie avoir pris toutes les mesures nécessaires pour informer les bénéficiaires de la demande de certificat et que, au moment de l'établissement du certificat, aucun des éléments qu'il contient n'a été contesté par les bénéficiaires.

Les points suivants n'ont pas été complétés parce qu'ils n'ont pas été jugés pertinents au vu de la finalité pour laquelle le certificat a été délivré*:

Si des feuilles supplémentaires ont été ajoutées, veuillez indiquer le nombre total de pages*:

Fait à* le*(jj/mm/aaaa)

Signature et/ou cachet de l'autorité émettrice*:.....

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

La présente copie certifiée conforme du certificat successoral européen a été délivrée à*:

.....

(nom du ou des demandeurs ou de la ou des personnes justifiant d'un intérêt légitime) (article 70 du règlement (UE) n° 650/2012)

Elle est valable jusqu'au*: (jj/mm/aaaa)

Date de délivrance*:(jj/mm/aaaa)

Signature et/ou cachet de l'autorité émettrice*:

FORMULAIRE V – ANNEXE I

Renseignements concernant le ou les demandeurs (personnes morales ⁷)
1. Nom de l'organisation*:
2. Enregistrement de l'organisation*
2.1. Numéro d'enregistrement ⁴ :
2.2. Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement*:
2.3. Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement*:
3. Adresse de l'organisation
3.1. Numéro/boîte postale et rue*:
3.2. Localité et code postal*:
3.3. Pays*
<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO):

7. S'il y a plusieurs personnes morales, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

LARCIER

4. Téléphone:
5. Télécopieur:
6. Adresse électronique:
7. Nom et prénom(s) de la personne autorisée à signer pour l'organisation*:
8. Autres informations utiles (veuillez préciser):

FORMULAIRE V – ANNEXE II

Renseignements concernant le ou les représentants du ou des demandeurs ⁸

1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation*:
2. Enregistrement de l'organisation
- 2.1. Numéro d'enregistrement:
- 2.2. Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement*:
- 2.3. Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement*:
3. Adresse
- 3.1. Numéro/boîte postale et rue*:
- 3.2. Localité et code postal*:
- 3.3. Pays*
- ☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède
- ☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):
4. Téléphone:
5. Télécopieur:
6. Adresse électronique:

8. S'il y a plusieurs représentants, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

7. Qualité de représentant*

- ☐ Tuteur ☐ Parent ☐ Personne autorisée à signer pour une personne morale ☐ Personne munie d'une procuration
☐ Autre (veuillez préciser):

FORMULAIRE V – ANNEXE III

Informations sur le régime matrimonial ou le régime patrimonial équivalent du défunt ⁹

1. Nom et prénom(s) du conjoint ou partenaire, ou de l'ex-conjoint ou ancien partenaire*:

2. Nom à la naissance du conjoint ou partenaire, ou de l'ex-conjoint ou ancien partenaire (si différent du point 1):

3. Date et lieu de mariage ou d'établissement d'une autre relation ayant des effets comparables au mariage:

4. Le défunt avait-il conclu un contrat de mariage avec la personne mentionnée au point 1?

4.1. ☐ Oui

4.1.1. Date (jj/mm/aaaa) du contrat:

4.2. ☐ Non

5. Le défunt avait-il conclu un contrat relatif aux effets patrimoniaux dans le contexte d'une relation réputée avoir des effets comparables au mariage avec la personne mentionnée au point 1?

5.1. ☐ Oui

5.1.1. Date (jj/mm/aaaa) du contrat:

5.2. ☐ Non

6. La loi applicable au régime patrimonial était celle du pays suivant

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

6.1. Cette loi a été désignée sur la base d'un choix de loi*

6.1.1. ☐ Oui

6.1.2. ☐ Non

6.2. Si l'État dont la loi est applicable dispose de plusieurs systèmes juridiques, veuillez préciser (selon le cas, l'unité territoriale):

7. Le régime patrimonial applicable était le suivant:

9. S'il y a plusieurs régimes patrimoniaux pertinents, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<p>7.1. <input type="checkbox"/> Séparation de biens</p> <p>7.2. <input type="checkbox"/> Communauté universelle</p> <p>7.3. <input type="checkbox"/> Communauté de biens</p> <p>7.4. <input type="checkbox"/> Communauté d'acquêts</p> <p>7.5. <input type="checkbox"/> Communauté de biens différée</p> <p>7.6. <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser):</p> <p>8. Veuillez préciser le régime patrimonial dans la langue d'origine et les dispositions juridiques visées ¹⁰:</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>9. Les relations patrimoniales basées sur le régime matrimonial ou un régime patrimonial équivalent du défunt et de la personne visée au point 1 ont été liquidées et les biens ont été partagés:</p> <p>9.1. <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>9.2. <input type="checkbox"/> Non</p>

FORMULAIRE V – ANNEXE IV

Statut et droits du ou des héritiers ¹¹
<p>1. L'héritier est-il le demandeur?*</p> <p>1.1. <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>1.1.1. <input type="checkbox"/> Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>1.1.2. <input type="checkbox"/> Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>1.2. <input type="checkbox"/> Non</p> <p>1.2.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation:</p> <p>.....</p> <p>1.2.2. Nom à la naissance (si différent du point 1.2.1.):</p> <p>1.2.3. Numéro d'identification⁴</p> <p>1.2.3.1. Numéro national d'identité:</p> <p>1.2.3.2. Numéro de sécurité sociale:</p> <p>1.2.3.3. Numéro fiscal:</p> <p>1.2.3.4. Numéro d'enregistrement:</p> <p>1.2.3.5. Autre (veuillez préciser):</p> <p>1.2.4. Adresse</p>

10. De plus amples informations sur les régimes nationaux en ce qui concerne les effets patrimoniaux du mariage et du partenariat enregistré sont disponibles sur le portail e-Justice européen (<https://e-justice.europa.eu>).
11. S'il y a plusieurs héritiers, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

1.2.4.1. Numéro/boîte postale et rue:

.....

1.2.4.2. Localité et code postal:

1.2.4.3. Pays

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐ Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐ Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovénie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

1.2.5. Téléphone:

1.2.6. Télécopieur:

1.2.7. Adresse électronique:

1.2.8. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement:

.....

2. L'héritier a accepté la succession

2.1. ☐ Oui, sans condition

2.2. ☐ Oui, sous bénéfice d'inventaire (veuillez préciser les effets):

.....

2.3. ☐ Oui, sous d'autres conditions (veuillez préciser les effets):

.....

2.4. ☐ Aucune acceptation requise en vertu de la loi applicable à la succession

3. L'héritier est désigné par ^{12*}:

3.1. ☐ une disposition à cause de mort

3.2. ☐ la loi

4. ☐ L'héritier a renoncé à la succession.

5. ☐ L'héritier a accepté une réserve héréditaire.

6. ☐ L'héritier a renoncé à son droit à une réserve héréditaire.

7. ☐ L'héritier est exclu de la succession:

7.1. ☐ en vertu d'une disposition à cause de mort

7.2. ☐ en vertu de la loi

7.3. ☐ en vertu d'une décision judiciaire

8. L'héritier a droit à la part successorale suivante (veuillez préciser):

.....

9. Bien(s) attribué(s) à l'héritier et pour lesquels une certification est demandée (veuillez préciser le ou

12. Veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu.

[illegible]**FORMULAIRE V – ANNEXE V**

Statut et droits du ou des légataires ayant des droits directs à la succession ¹⁴

13. En cas de bien enregistré, veuillez indiquer les informations requises en vertu de la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, de manière à permettre l'identification du bien (par exemple, pour un bien immobilier, l'adresse exacte du bien, le cadastre, le numéro de parcelle ou numéro cadastral, la description du bien) (si nécessaire, veuillez joindre les documents pertinents).
14. S'il y a plusieurs légataires, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

1. Le légataire est-il le demandeur?*

1.1. ☐ Oui

1.1.1. ☐ Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):

.....

1.1.2. ☐ Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):

.....

1.2. ☐ Non

1.2.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation:

.....

1.2.2. Nom à la naissance (si différent du point 1.2.1.):

1.2.3. Numéro d'identification⁴:

1.2.3.1. Numéro national d'identité:

1.2.3.2. Numéro de sécurité sociale:

1.2.3.3. Numéro fiscal:

1.2.3.4. Numéro d'enregistrement:

1.2.3.5. Autre (veuillez préciser):

1.2.4. Adresse

1.2.4.1. Numéro/boîte postale et rue:

.....

1.2.4.2. Localité et code postal:

1.2.4.3. Pays:

☐ Belgique ☐ Bulgarie ☐ République tchèque ☐ Allemagne ☐ Estonie ☐ Grèce ☐ Espagne ☐ France ☐

Croatie ☐ Italie ☐ Chypre ☐ Lettonie ☐ Lituanie ☐ Luxembourg ☐ Hongrie ☐ Malte ☐ Pays-Bas ☐

Autriche ☐ Pologne ☐ Portugal ☐ Roumanie ☐ Slovaquie ☐ Finlande ☐ Suède

☐ Autre (veuillez préciser le code ISO):

1.2.5. Téléphone:

1.2.6. Télécopieur:

1.2.7. Adresse électronique:

1.2.8. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement:

.....

2. Le légataire a accepté le legs.

2.1. ☐ Oui, sans condition

2.2. ☐ Oui, sous conditions (veuillez préciser):

.....

2.3. ☐ Aucune acceptation requise en vertu de la loi applicable à la succession

3. ☐ Le légataire a renoncé au legs.

4. Le légataire a droit à la part successorale suivante (veuillez préciser):

.....

.....

.....

5. Biens attribués au légataire et pour lesquels la certification est demandée (veuillez préciser le ou les biens et indiquer tous les éléments d'identification pertinents)¹⁵:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

6. Conditions et restrictions relatives aux droits du légataire (veuillez indiquer si les droits du légataire sont restreints en vertu de la loi applicable à la succession et/ou en vertu d'une disposition à cause de mort)*:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

7. Autres informations utiles ou explications supplémentaires (veuillez préciser):

.....

.....

.....

.....

.....

FORMULAIRE V – ANNEXE VI

15. Veuillez indiquer si le légataire a acquis la propriété ou d'autres droits sur les biens (dans ce dernier cas, veuillez indiquer la nature de ces droits et les autres personnes jouissant également de droits sur les biens). En cas de bien enregistré, veuillez indiquer les informations requises en vertu de la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, de manière à permettre l'identification du bien (par exemple, pour un bien immobilier, l'adresse exacte du bien, le cadastre, le numéro de parcelle ou numéro cadastral, la description du bien) (si nécessaire, veuillez joindre les documents pertinents).

LARCIER

Pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession ¹⁶
1. Pouvoirs de la personne suivante*:
1.1. <input type="checkbox"/> Le demandeur
1.1.1. <input type="checkbox"/> Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):
.....
1.1.2. <input type="checkbox"/> Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur):
.....
1.2. <input type="checkbox"/> L'héritier mentionné à l'annexe IV (s'il y a lieu, veuillez préciser quel héritier):
.....
1.3. <input type="checkbox"/> Le légataire mentionné à l'annexe V (s'il y a lieu, veuillez préciser quel légataire):
.....
1.4. <input type="checkbox"/> Autre
1.4.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation:
.....
1.4.2. Nom à la naissance (si différent du point 1.4.1.):
.....
1.4.3. Numéro d'identification ⁴ :
1.4.3.1. Numéro national d'identité:
.....
1.4.3.2. Numéro de sécurité sociale:
.....
1.4.3.3. Numéro fiscal:
.....
1.4.3.4. Numéro d'enregistrement:
.....
1.4.3.5. Autre (veuillez préciser):
.....
1.4.4. Adresse
1.4.4.1. Numéro/boîte postale et rue:
.....
1.4.4.2. Localité et code postal:
.....
1.4.4.3. Pays:
<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO):
1.4.5. Téléphone:
.....
1.4.6. Télécopieur:
.....
1.4.7. Adresse électronique:
.....
1.4.8. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement:
.....

16. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

LARCIER

2. Pouvoirs*¹²

2.1. ☐ d'exécuter un testament

2.2. ☐ d'administrer la succession ou une partie de celle-ci

3. Les pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession couvrent*

3.1. ☐ l'intégralité de la succession

3.2. ☐ l'intégralité de la succession à l'exception des parts ou biens suivants (veuillez préciser):

.....

.....

.....

3.3. ☐ les parts ou biens spécifiques suivants de la succession (veuillez préciser):

.....

.....

.....

4. La personne mentionnée à la section 1 jouit des pouvoirs suivants*¹²:

4.1. ☐ obtenir toutes les informations concernant les biens et dettes de la succession

4.2. ☐ prendre connaissance de tous les testaments et autres documents portant sur la succession

4.3. ☐ prendre ou demander des mesures conservatoires

4.4. ☐ prendre des mesures d'urgence

4.5. ☐ collecter les biens

4.6. ☐ recouvrer les créances et fournir un reçu valable

4.7. ☐ exécuter ou résilier des contrats

4.8. ☐ ouvrir, gérer et clore un compte bancaire

4.9. ☐ emprunter

4.10. ☐ transférer ou constituer des charges sur les biens

4.11. ☐ constituer des droits réels ou des hypothèques sur les biens

4.12. ☐ vendre: ☐ un bien immobilier ☐ tout autre bien

4.13. ☐ prêter

4.14. ☐ exercer une activité commerciale

4.15. ☐ exercer les droits d'un actionnaire

4.16. ☐ ester en justice

4.17. ☐ régler des dettes

4.18. ☐ distribuer les legs

4.19. ☐ répartir la masse successorale

4.20. ☐ répartir le reliquat

4.21. ☐ demander l'enregistrement de droits immobiliers ou mobiliers dans un registre

4.22. ☐ faire une donation

4.23. ☐ autre (veuillez préciser):

.....

.....

[illegible]

.....

.....

.....

.....

.....

5.4. □ de la loi

6.4. \square de la loi

7.3. ☐ d'un accord entre les héritiers

UCL On Campus Université Catholique de Louvain (130.104.181.90)
Successions internationales : un mode d'emploi
Éditions Larcier - © Groupe Larcier

7.4. ☐ de la loi

8. Conditions ou restrictions relatives aux pouvoirs mentionnés à la section 4 ^{18*}:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

18. Par exemple, veuillez préciser si l'un des pouvoirs susmentionnés peut être exercé par l'exécuteur/l'administrateur en son propre nom.